

Dossier pédagogique réalisé par le Service éducatif
des Archives de la Marne

La Grande Guerre

aux Archives départementales de la Marne



CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE 2014-2018

1914, voilà quarante quatre ans que la France est en paix. Depuis la fin du XIX^e siècle, le pays est entré dans la « Belle époque ». Sur le plan politique, le pouvoir s'est stabilisé et la Troisième République a fini par s'enraciner. Sur le plan économique, les innovations technologiques telles l'électricité et, à un degré moindre, la colonisation¹ ont permis de sortir de la dépression. La France est entrée dans la seconde révolution industrielle même si des problèmes subsistent. Les structures agricoles restent ainsi trop petites et la condition ouvrière, malgré quelques avancées², demeure encore difficile. Sur le plan de la société la situation évolue lentement. L'aristocratie d'affaires triomphante impose un nouveau modèle plus ostentatoire. L'électricité permet le développement d'une vie nocturne. Les spectacles, sous toutes leurs formes, se développent et le bourgeois côtoie l'ouvrier dans les bals populaires. L'idée d'une guerre est présente ne serait-ce que parce que les nationalistes de tous bords rappellent l'impérieuse nécessité de venger l'affront de 1870. Pour autant, le conflit semble encore bien lointain et peu concret...



L'épluchage des raisons lors des vendanges à Ambonnay

Archives de la Marne, 2 Fi 7/21

En Champagne, la situation économique est à l'image de celle du pays : contrastée³. Les fonderies ardennaises tournent à plein régime. La bonneterie troyenne et les négociants en vin de Champagne connaissent le succès. À Reims, c'est l'époque de l'essor des maisons de commerce à succursales multiples (Famillistère, Goulet-Turpin). À côté, d'autres secteurs de l'économie champenoise souffrent. Les exploitations agricoles, trop petites, peinent à survivre. Les vignobles qui n'appartiennent pas à l'appellation champagne ont du mal à vendre leur vin de table. Concurrencée, la région perd son rôle de fournisseur de vins ordinaires pour Paris. À Reims, l'industrie textile ne parvient plus à s'adapter aux nouvelles demandes et entre en crise.

¹ Les conquêtes coloniales opérées dans la seconde moitié du XIX^e siècle ont donné un nouvel élan au pays (exploration) et amorcé un nouveau débouché (construction des voies ferrées allant de l'intérieur des terres vers les ports). L'impact économique reste néanmoins limité à l'aube de la Grande Guerre puisque l'exploitation des ressources ne se fera réellement qu'après la crise des années 1930. Sur ce point se référer à Jacques Marseille, *L'âge d'or de la France coloniale*, Paris, Albin Michel, 1986.

² La liberté syndicale est obtenue en 1884. Les journées de travail sont limitées à 10 heures et le repos hebdomadaire est acquis en 1906.

³ Pour en savoir plus se référer à Maurice Crubellier (sld), *Histoire de la Champagne*, Toulouse, Privat, 1975.

Globalement, la Marne vit tout de même plutôt bien l'entrée dans le XX^e siècle. Les petites industries métallurgiques et textiles implantées dans les communes rurales maintiennent leur activité. Les vigneronns de la montagne de Reims, associés aux grands négociants, prospèrent. Avec près de 115 000 habitants, la cité des Sacres est le grand centre économique du département. La ville inaugure avec fierté sa première ligne de tramway en 1900. Au début du XX^e siècle, Reims acquiert une renommée mondiale non pas du fait de sa cathédrale mais grâce à ses meetings aériens internationaux. Même si la ville est une « belle endormie », la population rémoise goûte avec plaisir cette Belle Epoque qui s'annonce. Le repos dominical est ainsi l'occasion de parties de pêche et de canotage sur le canal.



Usine textile dans le village de Bazancourt

Archives de la Marne, 2 Fi 43/3



La place royale (à gauche) et la place du marché (ci-dessus),
actuelle place du Forum, à Reims au début du XX^e siècle

Archives de la Marne, 41 Fi 222 et 41 Fi 211



Châlons-sur-Marne demeure le centre administratif du département et une garnison militaire importante. Peut-être dans cette ville, plus qu'ailleurs dans la Marne, l'idée d'un conflit avec l'Allemagne est-elle présente. Le « camp de Châlons » est, en effet, le cadre de nombreux défilés militaires qui rappellent aux spectateurs que l'armée française se prépare à la guerre. La parade de 1896, en l'honneur du Tsar Nicolas II, mobilise ainsi 80 000 hommes. Celle de 1906, réalisée pour le roi d'Espagne Alphonse XIII, en mobilise, elle, 30 000. Ces déploiements de force, très suivis par les populations locales, sont autant de manifestations visant à attester des capacités de la nouvelle armée française. Elles affirment les effets positifs de la conscription qui permet à la nation de disposer d'une vaste réserve d'hommes formés au combat si un conflit devait éclater. Les hommes politiques marnais relaient ce sentiment nationaliste. Dans le département, les commémorations sont ainsi l'occasion d'entretenir la fibre patriotique autour du service militaire. En 1892, le centenaire de la victoire de Valmy illustre parfaitement cette célébration du citoyen-soldat.

Léon Bourgeois, alors député de Reims et ministre de l'instruction, y livre un discours exalté et fédérateur :

« Messieurs, nos ennemis étaient clairvoyants. Valmy venait de révéler à l'Europe une force nouvelle. (...) Pour la première fois, l'armée et la nation étaient confondus ; pour la première fois, des soldats en défendant une frontière défendaient en même temps leur titre de citoyen. (...) Sous les boulets des alliés, la première armée nationale s'était formée d'elle-même et venait de se faire connaître. (...) ».⁴



Le camp de Châlons , 1905
Archives de la Marne, 41 Fi 67

⁴ Discours reproduit dans le journal *L'Indépendant rémois* du 21 septembre 1892.

Août 1914 : l'entrée en guerre

Dans le département de la Marne, la mobilisation générale (2 août 1914) puis l'entrée en guerre (3 août 1914) sont une demi-surprise. En juin 1914, la presse marnaise évoque bien l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et ses conséquences diplomatiques mais, pour autant, elle ne fait pas de lien avec un éventuel conflit engageant la France et l'Allemagne. Le risque d'une guerre n'est évoqué, pour la première fois dans la presse locale, que le 25 juillet 1914.

Il faut attendre le 1^{er} août pour que *L'Union Républicaine de la Marne* évoque un conflit européen. Pour autant, plusieurs générations d'hommes, éduquées par les « hussards noirs de la République »⁵, sont préparées à l'inévitable revanche contre l'ennemi prussien.⁶ Venger l'affront de 1870 et récupérer les territoires perdus (l'Alsace et la Lorraine) sont bien un objectif présent dans tous les esprits.



Une de *L'Union Républicaine de la Marne*, 1^{er} août 1914

Archives de la Marne, Delta 389

⁵ Surnom donné aux instituteurs de la III^e République chargés d'enraciner les principes républicains.

⁶ Les élèves des années 1880-1890 sont éduqués avec des manuels scolaires patriotiques comme *Le tour de France par deux enfants*.

Contrairement aux idées reçues, l'entrée en guerre n'est pas joyeuse. La mobilisation générale se fait à partir du 2 août 1914. Elle touche les classes d'âges allant de 1900 à 1913 soient tous les hommes âgés de 21 à 34 ans. Sont donc immédiatement mobilisés 880 000 hommes effectuant leur service militaire (classes 1911, 1912, 1913) ainsi que près de 3 millions de réservistes pour l'armée d'active et la territoriale⁷. En août 1914, ce sont environ 30% des effectifs disponibles qui sont mobilisés. Deux Français de sexe masculin sur dix sont alors sous les drapeaux. Ce sont donc les forces vives qui quittent les communes pour rejoindre leurs régiments d'affectation. Pour une population marnaise tournée vers les activités agricoles, ceci coïncide avec un temps fort des travaux des champs : les moissons. Avant même toute considération patriotique, se pose donc la question de la main d'œuvre qui va manquer pour les récoltes.



Affiche de mobilisation générale

Archives de la Marne, AR I 619

A cette angoisse s'ajoute bien sûr le problème de la séparation des familles. Les pères, les époux, les frères, les oncles partent très vite et les adieux sont des plus rapides. Cette guerre, jusqu'alors imaginée, prend désormais tout d'un coup une dimension concrète qui la rend difficile à gérer. Les plus insoucients s'imaginent un conflit de courte durée comparable à ceux connus durant le XIXe siècle. Ils envisagent également une supériorité de l'armée française souvent clamée par les autorités et relayée par la presse. Ce sont ces optimistes qui parquent et clament, sur les quais des gares de Reims et de Châlons-sur-Marne, leur retour rapide et victorieux. Mais, derrière ces bruyants bravaches, avance une foule plus discrète et plus inquiète qui, elle, a conscience des risques liés au conflit.

⁷ Soient les classes 1900 à 1910 (24 à 34 ans) pour l'armée d'active et les classes 1883 à 1896 (35 à 48 ans) pour la territoriale. A ces effectifs s'ajoutent 71000 engagés volontaires ayant devancé l'appel et 26000 étrangers résidant en France ayant choisi de combattre. Pour en savoir plus, se référer à André Corvisier (sld), *Histoire militaire de la France*, Paris, PUF, 1992.

La Marne : une zone de combat inattendue

Le conflit qui éclate en 1914 n'est pas, pour la France comme pour l'Allemagne, une surprise. Depuis très longtemps, les experts militaires des deux pays ont envisagé plusieurs scénarios pour remporter la victoire⁸. Les deux plans d'attaque finalement choisis par les belligérants en 1914 ont ceci en commun : ils n'intègrent pas la Marne comme zone de combat. Du côté français, l'état-major est résolu à appliquer le plan 17 qui prévoit une vaste offensive en Lorraine, à la frontière franco-allemande. Cette attaque (la *bataille des frontières*) est déclenchée dès le début du conflit avec des résultats très limités et surtout des pertes colossales⁹. Du côté allemand, les militaires appliquent, eux, le plan Schlieffen. Ce dernier prévoit une vaste offensive passant par la Belgique et le Luxembourg afin de surprendre l'ennemi. Déclenchée au mois d'août 1914, l'attaque allemande est un succès. Les troupes de Guillaume II pénètrent en profondeur dans le territoire français et la Marne est alors littéralement traversée par l'ennemi.

En haut, à droite : une vision optimiste du conflit. Les troupes françaises triomphantes foulent aux **pieds le panneau indiquant la frontière avec l'Allemagne** pour reprendre les territoires perdus en **1870. On notera la représentation du canon de 75, véritable fierté nationale.**



Revue *La guerre documentée*

Archives de la Marne, Delta 42

Déclenchée au mois d'août 1914, l'attaque allemande est un succès. Les troupes de Guillaume II pénètrent en profondeur dans le territoire français et la Marne est alors littéralement traversée par l'ennemi. Déclarée « ville ouverte », Reims est évacuée par les troupes françaises et tombe sans combat. Malgré quelques escarmouches (Vitry-le-François) et quelques pillages, le département est donc relativement épargné par l'offensive Schlieffen. C'est la contre-offensive orchestrée par le maréchal Joffre qui va ramener la guerre dans la Marne¹⁰. Le général Gallieni, gouverneur militaire de Paris regroupe les forces stationnées autour de la capitale et les transfère, au plus vite, au contact de l'ennemi (épisode dit des « taxis de la Marne »).

⁸ En 1914, l'armée française en est à son dix-septième plan d'entrée en guerre contre l'Allemagne. Le premier a été élaboré dès 1870 !

⁹ Entre les mois d'août et d'octobre 1914 l'armée française perd 160 000 hommes par mois soit deux fois plus que les pertes mensuelles de 1916 et ce malgré la terrible bataille de Verdun.

¹⁰ Pour en savoir plus, se référer à Pierre Miquel, *La bataille de la Marne*, Plon, 2003.

Le 11 septembre 1914, la première bataille de la Marne est déclenchée. Les troupes françaises repoussent les Allemands surpris. Elles éloignent la menace de Paris mais le nouveau front se stabilise dans la Marne. Évacuée par l'ennemi, la ville de Reims est reprise mais les troupes de Guillaume II se maintiennent à proximité et gardent le contrôle de la plupart des forts qui protégeaient la ville. De violents combats éclatent donc autour de Reims et de Suippes ainsi qu'aux limites de l'Argonne dans le secteur de Massiges.

La victoire obtenue par le maréchal Joffre se révèle très coûteuse en hommes aussi bien pour la France que pour l'Allemagne. Les soldats français, littéralement hachés par les canons et les mitrailleuses ennemis, n'ont alors d'autre solution que de s'enterrer pour se protéger. L'infanterie n'est plus, comme au XIX^{ème} siècle, la « reine des champs de bataille ». Désormais, plus que les effectifs des armées, c'est la puissance de feu qui emporte la décision. L'impossibilité de progresser sous peine de pertes colossales fait entrer le conflit dans une nouvelle phase : la guerre de position. Cette guerre statique fige les opérations militaires sur la ligne de front de la fin 1914. Le département de la Marne se retrouve donc au cœur des combats pour 4 ans.



Corps de soldats français tués pendant la première bataille de la Marne

Archives de la Marne, J 2936/15

Combattre sur le front marnais, 1914-1918

Le front de Champagne bouge relativement peu entre 1914 et 1918. Trois grandes phases de combats se déroulent dans la Marne. La première phase se place en septembre 1914 avec la contre-offensive du général Joffre. Souvent dénommée bataille de la Marne, cette opération touche, en fait, la Brie, l'Argonne et la Champagne. C'est un combat d'ampleur puisque chaque camp engage 1 million de soldats. Pour notre département, la bataille de la Marne se caractérise par la libération de Reims et une bataille furieuse autour des villes de Vitry-le-François, Sermaize-les-Bains, Montmirail et Sézanne¹¹. Le choc le plus violent se situe à Mondement c'est-à-dire au centre du dispositif français tenu par la IX^{ème} armée du général Foch.

La seconde phase de combats se place, elle, en septembre et octobre 1915. Pour remonter le moral des troupes et rompre avec l'immobilisme, deux armées françaises renforcées¹² lancent une offensive. Elle se déroule sur un front étroit de 25 kilomètres situé entre Auberive (vallée de la Suippes) et Ville-sur-Tourbe. Les résultats de cette attaque sont très limités pour un coût humain très élevé¹³.

Ci-dessous : le champ de bataille de la « main de Massiges » (Marne) qui verra Allemands et Français **s'affronter farouchement tout au long du conflit**

Archives de la Marne, 53 Fi 10



¹¹ Pour en savoir plus se référer à François Cochet, *Les batailles de la Marne : de l'Ourcq à Verdun, 1914 et 1918*, Saint-Cloud, Ed Soteca-14-18, 2004.

¹² Il s'agit de la deuxième armée française du général Pétain et de la quatrième armée du général de Langle de Carry.

¹³ L'offensive de 1915 en Champagne coûte à l'armée française 27851 tués, 98305 blessés et 53658 prisonniers ou disparus.

La troisième phase se place en juillet 1918 lorsque l'Allemagne déclenche le « Friedensturm » ou bataille pour la paix. Tirant avantage du traité de Brest-Litovsk qui lui permet de ne plus combattre que sur un seul front¹⁴, l'état-major allemand rapatrie ses troupes à l'ouest. Profitant de ce surcroît d'effectifs, l'Allemagne déclenche une série d'offensives devant lui apporter la victoire sur toute la ligne de front. Dans la Marne, l'attaque se déroule sur deux axes (sur une ligne Prosnes-Massiges et en direction d'Épernay par la montagne de Reims). L'offensive à l'est de Reims est un échec. Par contre, les troupes allemandes avancent de façon significative au sud avant de, finalement, être repoussées lors de la seconde bataille de la Marne¹⁵. Bien que moins marquée par les grandes offensives, la période 1916/1917 n'est pas synonyme de calme absolu dans notre département.

Les combats dans le secteur de Massiges durent tout au long du conflit. Articulée autour du fort de La Pompelle, la bataille pour la possession de Reims fait, elle aussi, rage durant quatre ans. Les 57 nécropoles militaires françaises et étrangères présentes dans le département actuellement, attestent de la réalité des combats.

Ce fort fait partie d'un ensemble de défenses mis en place après la défaite de 1870 pour protéger la ville de Reims (considérée comme le verrou de la route vers Paris). Conçue par le général et ingénieur Séré de Rivières la ceinture rémoise intègre plusieurs forts (Saint-Thierry, Brimont, Nogent-**L'Abbesse**, **Fresne**, **Montbré**, Witry-lès-Reims et La Pompelle). En 1914, la **plupart de ces forts sont désarmés et n'abritent plus de garnison militaire**. Construits en briques, rares sont ceux qui ont été renforcés par du béton. **Conquis sans combat en 1914, c'est après la contre offensive de la Marne que La Pompelle va devenir pivot autour duquel s'organise la** défense rémoise.



Le fort de la Pompelle après-guerre

Archives de la Marne, 53 Fi 12

¹⁴ Suite à la Révolution d'octobre (1917), les bolcheviks s'emparent du pouvoir en Russie. Lénine décide alors de faire sortir le pays de la guerre et signe le traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne.

¹⁵ François Cochet, *op. cit*

Bien que moins marquée par les grandes offensives, la période 1916/1917 n'est pas synonyme de calme absolu dans notre département. Les combats dans le secteur de Massiges durent tout au long du conflit. Articulée autour du fort de La Pompelle, la bataille pour la possession de Reims fait, elle aussi, rage durant quatre ans. Les 57 nécropoles militaires françaises et étrangères¹⁶ présentes dans le département actuellement attestent de la réalité des combats. Sur le front de Champagne, l'absence d'attaque de grande envergure en 1916 et 1917 n'empêche pas les troupes ennemies de se jauger. Les soldats des deux camps doivent subir quasi quotidiennement les tirs de l'artillerie. Les « marmites » et les shrapnells¹⁷ constituent la peur absolue des combattants. Ces derniers redoutent la blessure par éclats d'obus qui peut les laisser gravement mutilés. Ils craignent davantage encore d'être enterrés vivants par l'explosion d'un obus de gros calibre.



À Massiges, guetteurs allemands observés par les troupes françaises depuis la première ligne française toute proche.

Archives de la Marne, 39 Fi 61

¹⁶ Ce qui constitue un triste record national...

¹⁷ Les « marmites » désignent dans l'argot de tranchées les projectiles de gros calibres comme les obus ou les torpilles. Les shrapnells sont des obus explosifs remplis de billes d'acier. Ils étaient conçus pour exploser 1 ou 2 mètres avant l'impact au sol pour faire un maximum de dégâts.



Corps d'un soldat allemand décapité et à demi enterré par l'explosion d'un obus de fort calibre
(secteur de Perthes-lès-Hurlus).

Archives de la Marne, 39 Fi 57

Dans la Marne, comme sur l'ensemble du front, les troupes s'enterrent donc à la fin de 1914. Tout d'abord composées d'une succession de simples trous individuels alignés sur la ligne de front, les positions défensives ne vont cesser de se renforcer tout au long du conflit. Aux trous succèdent les tranchées puis les réseaux de tranchées qui installent des lignes de défenses successives sur une profondeur de terrain pouvant atteindre plusieurs kilomètres.

Chaque ligne de défense se compose de deux voire trois tranchées. La tranchée de première ligne fait face au *no man's land* qui est la bande de terre séparant les deux tranchées ennemies. C'est un espace ravagé par les tirs d'artillerie et donc ponctué de cratères d'obus. Le *no man's land* peut s'étendre sur plusieurs centaines de mètres mais, parfois, les deux camps ne sont séparés que de quelques mètres. C'est un endroit particulièrement redouté par les combattants devant passer à l'offensive car les possibilités de se protéger du feu nourri des mitrailleuses ennemies sont rares. Les cadavres des soldats morts pendant l'assaut restent bien souvent dans le *no man's land*¹⁸ ce qui contribue à rendre encore plus effrayant cet espace de tous les dangers... En dehors des déclenchements d'attaque, la tranchée de première ligne est peu occupée. Seuls les guetteurs y prennent un tour de garde afin d'observer l'ennemi et d'avertir en cas d'attaque. Les soldats se trouvent le plus souvent en seconde ligne c'est-à-dire dans une tranchée creusée pour permettre de se replier en cas de succès de l'attaque ennemie.

Dans la Marne, comme sur l'ensemble du front, les troupes s'enterrent donc à la fin de 1914. Tout d'abord composées d'une succession de simples trous individuels alignés sur la ligne de front, les positions défensives ne vont cesser de se renforcer tout au long du conflit. Aux trous succèdent les tranchées puis les réseaux de tranchées qui installent des lignes de défenses successives sur une profondeur de terrain pouvant atteindre plusieurs kilomètres. Chaque ligne de défense se compose de deux voire trois tranchées. La tranchée de première ligne fait face au *no man's land* qui est la bande de terre séparant les deux tranchées ennemies. C'est un espace ravagé par les tirs d'artillerie et donc ponctué de cratères d'obus. Le *no man's land* peut s'étendre sur plusieurs centaines de mètres mais, parfois, les deux camps ne sont séparés que de quelques mètres. C'est un endroit particulièrement redouté par les combattants devant passer à l'offensive car les possibilités de se protéger du feu nourri des mitrailleuses ennemies sont rares.



Paysage de tranchées (vue de coupe)

Schéma réalisé par le Service éducatif des Archives de la Marne

¹⁸ *No man's land* peut se traduire par espace sans homme (vivant).

Les cadavres des soldats morts pendant l'assaut restent bien souvent dans le *no man's land* ce qui contribue à rendre encore plus effrayant cet espace de tous les dangers... En dehors des déclenchements d'attaque, la tranchée de première ligne est peu occupée. Seuls les guetteurs y prennent un tour de garde afin d'observer l'ennemi et d'avertir en cas d'attaque. Les soldats se trouvent le plus souvent en seconde ligne c'est-à-dire dans une tranchée creusée pour permettre de se replier en cas de succès de l'attaque ennemie. Les deux tranchées sont connectées par des boyaux qui permettent une montée rapide des hommes au combat. La tranchée de seconde ligne peut être considérée comme le lieu de vie des combattants. C'est là qu'ils se reposent, mangent et dorment lorsqu'ils ne sont pas affectés à des tâches particulières. Beaucoup de photographies prises par les soldats le sont en seconde ligne. Ceci explique le caractère détendu voire souriant des hommes qui posent parfois dans des postures guerrières afin de simuler le combat.



L'assaut sur la tranchée ennemie est une épreuve redoutée. Les officiers et les sous-officiers ne s'y trompent pas puisqu'ils attendent, pistolet au poing, que les hommes s'élancent. Tout soldat refusant de monter

l'échelle pour sortir de la tranchée s'expose à être immédiatement abattu. Pour leur donner du courage, ou plus simplement pour qu'ils soient moins conscients, on distribue parfois aux hommes une rasade d'alcool fort avant l'attaque. « Monter au combat » implique de survivre à la traversée du *no man's land* mais aussi de combattre au corps à corps une fois la tranchée ennemie atteinte. Dans cette situation la grenade et le pistolet sont les armes de prédilection. Le poignard et la « Rosalie »¹⁹ sont utilisés, eux, dans le cadre d'attaques de nuit nécessitant plus de discrétion.



¹⁹ La « Rosalie » est le surnom donné, par les journaux de l'arrière, à la baïonnette fournie avec le fusil Lebel.

La vie quotidienne des soldats sur le front

En dehors des assauts, les soldats des tranchées ne sont pas oisifs. Le plus souvent, ils passent leur temps à reconstruire les défenses abîmées par les bombardements ennemis. Il faut notamment reconstituer les réseaux de barbelés posés devant la tranchée de première ligne. En dehors des bombardements, les travaux de terrassements ne manquent pas. Il faut, en effet, lutter en permanence contre les intempéries. Le souci majeur est de maintenir les parois des tranchées en place afin d'éviter l'éboulement.



Pose de barbelés

Archives de la Marne, 39 Fi 50



Troupes françaises dans les tranchées à Massiges

Archives de la Marne, 39 Fi 61

²⁰ Dans l'argot des tranchées, les « abeilles » désignent les projectiles de petit calibre. Ce surnom a été donné pour rappeler le son des balles fendant l'air.

La vie quotidienne des soldats sur le front

La vie quotidienne des soldats de première et deuxième ligne se révèle donc particulièrement difficile. Ces derniers restent en moyenne 2 à 3 semaines au front avant d'être renvoyés à l'arrière pour une période de repos²¹. Pendant une vingtaine de jours ils restent donc en poste. Le plus souvent, les hommes dorment sur leur position à la belle étoile car rares sont les tranchées qui disposent d'abris enterrés²². Les combattants doivent donc affronter stoïquement les intempéries en s'efforçant de se protéger au mieux de la pluie et du vent.



Soldats écrivant des lettres dans les tranchées

Archives de la Marne, 23 Fi 9/36

Sur le plan climatique, le front de Champagne est particulièrement difficile. Les pluies fréquentes et l'humidité ambiante rendent quasiment impossible le séchage des vêtements, en particulier des lourdes capotes portées par les fantassins. Qui plus est, les hivers de la Grande Guerre se sont révélés particulièrement rudes, aggravant encore les conditions de vie.

Lorsqu'ils ne sont pas occupés à entretenir les tranchées, les soldats utilisent leur temps libre pour écrire. Dans l'univers hostile du front, le lien avec la famille est un élément essentiel pour le maintien du moral. De nombreuses photographies rendent compte de l'importance du courrier dans les premières lignes. Le vaguemestre joue un rôle central dans la vie des combattants et son arrivée est toujours un événement. Les soldats les plus instruits profitent de l'accalmie entre deux attaques pour lire la presse et tenir à jour un récit de leur guerre. Ces carnets de tranchées sont, aujourd'hui, une source précieuse pour comprendre la vie en première ligne.

²¹ Les périodes de repos ne sont pas des permissions. Les hommes ne sont pas libérés pour rejoindre leurs familles. Ils restent dans leur régiment et sont cantonnés à l'arrière du front. Les officiers veillent à ce que les hommes restent en condition. Ils surveillent la consommation d'alcool et imposent des exercices physiques plus ou moins ludiques (parties de football, compétition d'athlétisme...). Quelques distractions sont néanmoins proposées par le théâtre aux armées.

²² Au début de la guerre de tranchée, l'état-major français était opposé à ce que les soldats creusent des abris souterrains car il fallait garder un « esprit offensif ». Permettre aux combattants d'améliorer leur quotidien était donc synonyme de renoncement. Par la suite, la doctrine change et les hommes sont autorisés à s'établir durablement dans leur tranchée. Chacun installe alors « son gourbi » dans des espaces protégés des obus.

Sur le plan de l'hygiène la situation est catastrophique. Les hommes sont dans l'incapacité de se laver et de se raser, ce qui leur vaut le surnom de « poilus »²³. Les soldats sont harcelés par la vermine (poux, puces) et se grattent jusqu'au sang. Attirés par les cadavres, les rats pullulent dans les tranchées. Ils n'hésitent pas à mordre les poilus endormis. La chasse aux nuisibles est donc une des occupations importantes des soldats de première ligne. Tout est bon pour tuer les rats : pièges, poisons et même chats. Ces derniers sont très nombreux dans les tranchées. Apportés par les combattants eux-mêmes, les félins sont à la fois un auxiliaire précieux dans la lutte contre les rongeurs et un moyen de réconfort dans un monde déshumanisé.



Les chats des tranchées

Archives de la Marne, 23 Fi 6/16

On imagine mal le nombre impressionnant d'animaux se trouvant au front²⁴. Aux côtés des hommes souffrent des ânes, des chevaux, des chiens, des chats, des pigeons, des grillons... Tous ont un rôle important à jouer. Au début du conflit la traction hippomobile est la règle. Les ânes sont utilisés pour acheminer le matériel. Les chevaux servent à tracter les « popotes »²⁵, l'artillerie, les ambulances... Les chiens sont multi-tâches. Ils servent à acheminer du petit matériel dans le dédale de boyaux qui mène en première ligne. Ils sont également utilisés par les infirmiers pour repérer et signaler (en aboyant) les hommes blessés. Ils servent d'estafette lorsque les lignes téléphoniques ont été coupées par les bombardements. Ils sont enfin, grâce à leur ouïe, un auxiliaire précieux pour les périodes de guet nocturne. Le cas des grillons est assez particulier. Ces insectes étaient conservés dans des petites cages que portaient, sur eux, les combattants.



Chiens tractant une remorque à Sacy (Marne)

Archives de la Marne, 1 Num 32/1/35

²³ Le qualificatif de « poilu » était déjà utilisé dans l'armée française avant guerre. Ce terme désignait alors un combattant d'expérience et courageux. Pendant le premier conflit mondial il est remis au goût du jour par la presse de l'arrière avec un autre sens.

²⁴ Se référer à l'exposition *Chienne de guerre*, Conseil Général de la Marne et Musée royal et d'histoire militaire à Bruxelles, 2011.

²⁵ Dans l'argot des tranchées la « popote » désigne les cuisines roulantes positionnées sur l'arrière-front qui étaient chargées de préparer la nourriture pour les combattants de première ligne.

L'artillerie, reine du champ de bataille

Sur le plan militaire, la transformation majeure qu'apporte la première guerre mondiale est l'essor de l'artillerie. L'augmentation considérable de la puissance de feu change totalement les données tactiques. Les grandes charges de cavalerie ou les montées en ligne de fantassins en rangs serrés ne sont plus aptes à remporter la bataille car, désormais, un tir de barrage suffit pour les clouer au sol. L'artillerie a donc progressé de façon significative que ce soit sur le plan des calibres tirés ou sur celui des cadences de tir. L'obus et le chargement par la culasse sont les deux innovations majeures qui changent la donne. En 1914 la meilleure pièce d'artillerie de campagne est française : il s'agit du célèbre canon de 75. Son calibre est très proche de celui de son homologue allemand (77 mm) mais il présente l'avantage de disposer d'un frein hydraulique permettant de ne pas avoir à repointer la pièce entre chaque coup tiré.



Tracteurs d'artillerie hippomobiles

Archives de la Marne, 39 Fi 90



Pièce d'artillerie lourde française sur son pas de tir

Archives de la Marne, 1 Num 18/41

Si l'artillerie progresse dans sa capacité de tir elle demeure, par contre, très classique dans son déplacement. Des deux côtés du front la traction reste presque exclusivement hippomobile. Ce sont donc des attelages de chevaux, voire des bœufs, qui tractent les canons. Ce mode de déplacement présente un défaut majeur : sa lenteur. Par contre, sur des espaces ravagés par les bombardements ou des routes détrempées par les pluies, les animaux peuvent passer là où les véhicules motorisés de l'époque, eux, s'embarquent. La seule exception à la traction animale consiste en quelques canons de très gros calibres qui, eux, sont placés sur rail et donc déplacés par des trains. Ces armes très puissantes peuvent atteindre des calibres de 400 mm. Elles ont souvent impressionné les reporters de guerre et les photographies de l'ALVF²⁷ sont fréquentes.

²⁶ Le chiffre 75 indique le diamètre de l'obus tiré par le canon soit 75 millimètres.

²⁷ L'ALVF (Artillerie Lourde sur Voie Ferrée) est créée en 1915. 70 ALVF ont été construites pendant la guerre.

Il faut dire que de telles « machines » faisaient un excellent sujet de propagande. Ces pièces tractées sur rail sont donc abondamment photographiées mais leur efficacité militaire reste limitée car il faut disposer de voies ferrées proches du front et bien orientées pour pouvoir les utiliser efficacement. Dans la Marne, les ALVF sont utilisées en 1916 dans les environs de Sommesous. Les obusiers français Schneider tirent des obus de 400 millimètres. Ils ont une portée de tir de 16 kilomètres. Leur mission est de briser les lignes de défenses ennemies.

L'artillerie fascine en même temps qu'elle terrorise. Les servants des canons sont totalement subjugués par la puissance des pièces qu'ils manipulent.



Pièce d'artillerie de l'ALVF en action à Sommesous, 1916

Archives de la Marne,

1 Num 20/3 et 1 Num 30/1



Artilleur chevauchant son canon

Archives de la Marne, 1 Num 16/1

Cette véritable adoration prend même assez souvent une dimension très masculine, très sexuée... En effet, un grand nombre d'artilleurs se font photographier avec leur canon. Souvent, les servants choisissent de se faire immortaliser chevauchant le tube de leur pièce d'artillerie. Cette posture prend alors une dimension très phallique et le canon devient, ici, l'expression de la virilité du combattant²⁸.

²⁸ Sur cette question de la dimension sexuelle de l'armement se référer à François Cochet, *Armes en guerre, XIXe-XXIe siècle. Mythes, symboles, réalités*, CNRS éditions, Paris, 2012. Partie I-III *Les armes exhibées : masculinité, traumatismes, photographies* (pp. 79/97).

Avec les évolutions de la guerre, l'artillerie doit s'adapter. La guerre de position rend moins efficaces les canons à tir tendus. Il faut donc privilégier une autre forme d'artillerie, à tir courbe, capable de frapper l'ennemi dans les tranchées. La Grande Guerre voit donc se développer l'utilisation de mortiers et d'obusiers dont certains atteignent des calibres impressionnants. Le plus célèbre représentant de ces pièces d'artillerie est le « crapouillot » français²⁹. Arme de courte portée, ce dernier est positionné dans les tranchées et non pas sur l'arrière-front. Le crapouillot fascine à un tel point les combattants qu'un journal des tranchées satirique prend son nom.



Le front, un paysage lunaire

Archives de la Marne, 39 Fi 1



Arrivée du crapouillot en Champagne

Archives de la Marne, 42 Fi 42/1

Les canons subjuguent les artilleurs en raison de leur capacité de destruction. Chez les fantassins la perception est différente. Cette arme est, avant tout, synonyme d'effroi. Pour les poilus, terrés dans les tranchées, l'artillerie est l'ennemi absolu qui, chaque jour, prélève son quota de vies humaines. Nombre de carnets de tranchées mentionnent le sifflement plus ou moins strident qui accompagne la course des projectiles fendant l'air. Certains soldats expliquent même qu'ils parviennent à identifier le calibre tiré selon le son émis... L'habitude rend les hommes fatalistes. L'alerte aux obus est si fréquente que les poilus en plaisaient mais le moindre sifflement dans l'air provoque une course effrénée vers le trou d'obus le plus proche afin d'échapper aux éclats. L'artillerie, employée massivement sur un espace très restreint, va totalement dévaster le paysage. Les tirs quotidiens détruisent la végétation et fracassent les arbres. Le sol, remué en permanence par les explosions d'obus, est ponctué de cratères qui sont autant d'impacts de projectiles. Il est parfois difficile d'imaginer que des hommes ont survécu dans ces espaces bombardés quotidiennement.

Innover pour gagner la guerre

La guerre d'usure engagée par la Triple Entente impose une stratégie basée sur l'épuisement des troupes allemandes dans la guerre de tranchées. Cette tactique est efficace dans la mesure où les alliés disposent de réserves en hommes supérieures²⁹. Pour autant il faut sans cesse concevoir de nouvelles armes plus efficaces pour tuer l'ennemi et protéger ses propres hommes. Pour l'armée française, la première innovation (ou plutôt la première mise à niveau) concerne la tenue. En août 1914, les « pioupiou »³⁰ s'engagent dans la guerre avec un matériel inadapté. Les hommes sont équipés selon les normes du XIX^e siècle. Les uniformes sont très jolis mais très voyants. Le képi, le pantalon rouge garance et la veste bleu marine sont du plus bel effet dans les parades militaires mais, sur le terrain, ils se révèlent être un sérieux handicap. Difficile, en effet, de se camoufler avec de telles couleurs... De plus, le képi, contrairement au casque, ne protège pas des balles que tirent à profusion les redoutables mitrailleuses allemandes. Avant même l'entrée en guerre, l'état-major est conscient des faiblesses de l'uniforme et en expérimente d'autres de couleur plus discrète. Malheureusement, les députés et les journalistes veulent conserver l'uniforme modèle 1867. C'est à partir de la fin 1915 que les troupes françaises reçoivent l'uniforme « bleu horizon » et le casque Adrian. Moins voyants et mieux protégés, les combattants voient leur espérance de vie augmenter.

²⁹ Contrairement à la Triple Alliance, France et Grande-Bretagne peuvent compter sur leurs colonies pour fournir les hommes nécessaires au combat.

³⁰ Surnom donné aux soldats-conscrits de l'armée française entre 1870 et 1914.



De haut en bas : du pioupiou au poilu

Dessins tirés de *La Guerre documentée*, n°21, 18 et 32

Archives de la Marne, R Delta 42

L'armée française est littéralement hachée par les redoutables mitrailleuses *Maxim* des troupes allemandes. Avec une cadence de tir de 500 coups minute cette arme rend particulièrement mortifère toute attaque en terrain dégagé. Dès le début du conflit, la France aligne, elle aussi, une mitrailleuse mais cette dernière est bien moins performante que celle de l'ennemi. La *Hotchkiss* modèle 1914 offre en effet une cadence pratique (réelle) de tir limitée (de l'ordre de 150 coups minute) du fait de son alimentation par bandes rigides de 25 cartouches.



Déchargement de mitrailleuses *Hotchkiss* en gare de Jonchery (Marne)

Archives de la Marne, 1 Num 30/1



Les premiers masques à gaz français

Archives de la Marne, 39 Fi 58

Le gaz de combat est une arme nouvelle qui a profondément marqué les combattants mais aussi les civils. Utilisés pour la première fois lors de la bataille d'Ypres en 1915, les gaz toxiques sont, par la suite, surnommés « ypérites ». Ces armes chimiques attaquent les yeux et les poumons et provoquent une mort lente. Pour y faire face, des masques à gaz sont très vite élaborés. Initialement peu efficaces, ils s'améliorent tout au long du conflit. Malgré la terreur qu'ils inspirent, les gaz se révèlent d'une efficacité limitée. Une fois l'obus explosé, le nuage toxique est soumis aux caprices du vent. Dans des tranchées très proches les unes des autres, la moindre modification du sens des vents peut diriger ou renvoyer le gaz toxique dans le camp de son expédi-



L'aviation de combat est, avec le char, une des deux innovations qui va modifier en profondeur les conditions de la guerre. La nouvelle arme aérienne se subdivise en trois branches : l'observation, le bombardement et la chasse. Plus mobiles que les ballons, les avions d'observation permettent de repérer les mouvements de troupes de l'ennemi et ce bien en arrière du front. Ils sont donc un moyen sûr d'anticiper une attaque et de s'y préparer. L'observation aérienne permet également le réglage des tirs de l'artillerie en fournissant les coordonnées des dépôts de munitions et des concentrations de troupes se trouvant sur l'arrière du front. L'aviation de bombardement permet, elle, d'attaquer les tranchées depuis le ciel. Cet angle d'attaque réduit, pour les fantassins visés, la possibilité de se protéger. Les bombardiers à long rayon d'action ont, eux, la capacité de frapper l'ennemi à l'arrière c'est-à-dire là où, jusqu'alors, il ne courait aucun danger. Cette aviation de bombardement permet de réduire les capacités de production de l'adversaire en détruisant, notamment, les usines d'armement. L'efficacité de l'aviation en tant qu'arme fait que la maîtrise du ciel devient, très vite, une priorité des états-majors. C'est là qu'entre en jeu l'aviation de chasse. Sa mission est de s'assurer la suprématie aérienne au dessus du champ de bataille en détruisant les appareils ennemis³¹.



De haut en bas : bombardier français, chasseur français, avion de chasse allemand

Archives de la Marne, 1 Num 21/19; 1 Num 21/100 et 1 Num 20/2

³¹ En 1918, les Franco-Anglais disposent de 5 500 avions. Les Allemands, malgré une capacité de production moindre du fait du blocus, alignent près de 4 000 appareils.

Sur le plan de l'histoire de l'aviation de guerre, la Marne joue un rôle important car le département fut le cadre du premier combat aérien. Le 5 octobre 1914, le sergent-pilote Frantz et le mitrailleur Quenault décollent de Lhéry pour une mission d'observation et de bombardement autour du village occupé de Brimont. Il croise la route d'un *aviatik* allemand qu'ils engagent immédiatement. Quenault tire plusieurs fois sur l'ennemi avec sa mitrailleuse mais sans succès. Finalement, après une longue poursuite qui les amène au-dessus de Jonchery-sur-Vesle, les aviateurs français parviennent à abattre l'avion ennemi. Ce dernier s'écrase dans les marais proches de Jonchery provoquant la mort de ses deux occupants³².



Pilote allemand abattu au dessus des lignes françaises

Archives de la Marne, 39 Fi 68

Les combats aériens fascinent les fantassins. Ils y voient une forme d'affrontement plus propre. Le ciel leur semble un champ de bataille bien plus acceptable que la boue des tranchées. Mais la réalité est toute autre. Les aviateurs prennent des risques importants. Ne disposant pas de parachutes et volant dans des avions fragiles composés essentiellement de toile et de bois, ils n'ont pratiquement aucune chance de s'en sortir s'ils sont abattus.



³² Coll., *Jonchery-sur-Vesle entre Grande Histoire et petites histoires*, Nouvelles imprimeries champenoises, 2011.

L'innovation terrestre majeure qui va décider de l'issue de la guerre reste le char. Cette invention britannique va rendre totalement inefficaces toutes les défenses élaborées dans le cadre de la guerre de position. Les réseaux de tranchées jusqu'alors réputés imprenables deviennent, avec le char, franchissables. Dès lors, la guerre de position n'a plus de sens et l'offensive redevient possible. Les tanks *mark I* anglais sont utilisés pour la première fois lors de la bataille de Flers (Somme) en 1916. Très lents et très lourds (jusqu'à 30 tonnes), les chars sont conçus pour pouvoir enjamber les tranchées (jusqu'à une largeur de quatre mètres) puis les longer afin de mitrailler l'ennemi d'où un armement souvent latéral. Les chars français sont, eux, utilisés pour la première fois à Berry-au-Bac (Aisne) en 1917.



Tank mark britannique réutilisé par les Allemands

Archives de la Marne, 68 J 357

En anglais, Tank signifie réservoir. Ce nom est marqué sur les caisses transportant les premiers **chars en France afin de tromper d'éventuels espions**. Le nom est depuis resté.



Char allemand A7V détruit

Archives de la Marne, 68 J 376

Sur cette question des tanks, l'Allemagne reste très en retard tout au long de la guerre. Seuls 20 chars A7V sont construits et c'est pour cela que les Allemands réutilisent systématiquement les chars ennemis capturés. L'autonomie et la vitesse des premiers tanks ne permettent pas d'offensive en profondeur. Il faudra attendre le *Renault FT17*, plus léger et plus vélocité, pour voir des chars capables de parcourir de longues distances.

Les civils sur la ligne de front

Si la zone de combat est évacuée par les populations, l'arrière-front reste un espace où se côtoient combattants et civils. Cette zone située immédiatement à l'arrière des réseaux de tranchées est un lieu qui fourmille littéralement d'hommes et de matériels. L'arrière front accueille en effet l'intendance chargée de fournir au combattant tout ce dont il a besoin. S'y concentrent les dépôts de munitions, les abattoirs, les cuisines roulantes, les postes de secours (chargés de soigner les blessés légers et d'orienter les hommes gravement atteints vers les hôpitaux), le vaguemestre (chargé du courrier), les postes de commandements...



De haut en bas : amoncellement de matériels; abattoir; popotes sur l'arrière front

Archives de la Marne, 1 Num 13/3, 1 Num 19/32 et 39 Fi 59

L'arrière-front est aussi le lieu où se positionne l'artillerie lourde chargée de pilonner les défenses adverses. La mise en œuvre de ses pièces imposantes nécessite un personnel nombreux, beaucoup de matériel qu'il faut stocker (munitions, outils de traction) et des animaux qu'il faut parfois soigner (chevaux, bœufs). La présence de l'artillerie présente aussi pour les civils un inconvénient majeur : celui de constituer une cible de premier choix pour l'ennemi. L'arrière-front devient alors un lieu dangereux pour ceux qui y vivent en raison des frappes des canons adverses.



De haut en bas : l'artillerie positionnée sur l'arrière du front

Archives de la Marne, 39 Fi 46, 42 Fi 46 et 42 Fi 44

Tout ce personnel militaire (intendance, artillerie...) doit se loger dans les fermes et les villages qui n'ont pas toujours été évacués par les populations. S'ensuit une cohabitation souvent difficile avec les civils. Ces derniers doivent héberger les combattants et faire face à des réquisitions que les pénuries rendent difficiles à supporter. L'arrière-front est, bien sûr, placé sous autorité militaire en raison de son rôle stratégique. Lorsqu'ils n'ont pas évacué cette zone, les civils sont donc très contrôlés. La principale difficulté demeure pour eux les déplacements qui sont particulièrement réglementés. Pour circuler, il est nécessaire de disposer d'un laissez-passer, ce qui entrave l'activité de ceux qui tentent de survivre dans ces conditions difficiles. Obtenir ce précieux sésame n'est pas simple, et ce des deux côtés du front.



Troupes françaises en cantonnement à Sacy (Marne) : soldats au lavoir et distribution du courrier par le vaguemestre

Archives de la Marne, 1 Num 32/1



Ausweis pour la commune occupée de Witry-les-Reims

Archives de la Marne, J 5915

Le caractère strict des consignes concernant les civils sur l'arrière du front est confirmé par les nombreuses correspondances entre autorités militaires et civiles. Ce courrier adressé au maire de Saint-Hilaire au Temple (Marne) par le commandant du parc d'artillerie implanté sur la commune illustre parfaitement la situation :

« (...) Saint-Hilaire-au-Temple le 22 octobre 1914. Monsieur le maire de saint-Hilaire-au Temple. Conformément aux ordres de monsieur le Général commandant l'armée, le chef d'escadron commandant le cantonnement invite M. le maire de St-Hilaire-au-Temple à prendre les mesures suivantes qui seront portées à la connaissance de ses administrés.

- 1. Circulation des isolés : les isolés civils quel que soit leur mode de locomotion ne doivent pas circuler après 20 heures aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des lieux habités.*
- 2. A partir de 21h30, les lumières doivent être éteintes dans toutes les habitations de Saint-Hilaire-au-Temple.*
- 3. Une liste de toutes les personnes régulièrement domiciliées dans la commune et de tous les émigrés [c'est-à-dire les réfugiés] y habitant provisoirement, sera dressée par les soins du maire (...)*
- 4. Dès qu'un individu éveille la moindre suspicion, le maire doit en rendre compte immédiatement au commandant du cantonnement. Le maire est responsable vis-à-vis de l'autorité militaire de la conduite de ses administrés. »*



Exécution d'espions à Verzenay

Archives de la Marne, J 2936

La libre circulation n'existe donc plus sur le front et l'arrière-front. Cette situation est difficile à vivre pour les malheureux Marnais non évacués. A ceci s'ajoute, surtout au début du conflit, « l'espionnisme ». Les états-majors des deux camps ont une hantise des espions qui pourraient renseigner l'adversaire. Cette peur prend une proportion telle qu'on en arrive parfois à des situations tragiques, allant jusqu'à des exécutions de suspects. Ce fut le cas dans la Marne, où deux espions supposés furent exécutés à Verzenay en octobre 1915.

³³ Archives départementales de la Marne, 203 M 1

L'arrière...les « arrières » ?

L'arrière désigne l'ensemble du territoire national non touché par les combats. Pour les poilus, ce terme est à la fois péjoratif et porteur d'espoir. Pour les soldats « ceux de l'arrière » sont les non-combattants. Ils les associent à des « planqués » car ils ne mettent pas leur vie en jeu. Dans les tranchées, les combattants s'imaginent que, loin du front, les civils s'amuse et les oublie. Chez les poilus, les sentiments vis-à-vis de l'arrière sont ambivalents. Ce lieu tant critiqué apparaît aussi comme porteur d'espoir. En effet, l'arrière est aussi le lieu où se trouve la famille. Il est surtout le cadre de l'hypothétique permission qui pourrait ramener le combattant chez lui. Pour les hommes seuls, l'arrière est tout aussi attractif car c'est là où réside leur marraine de guerre³⁴ qu'ils aiment plus ou moins secrètement.

Loin des fantasmes des combattants, la réalité de l'arrière est tout autre. Dans une logique de guerre totale, c'est l'ensemble des ressources du pays qui est mobilisé pour la victoire. La France est entrée dans une économie de guerre et toutes les entreprises tournent à plein régime pour fournir leur seul client : l'Etat. L'arrière est donc avant tout le lieu de la production. A ce titre, il est souvent qualifié de « second front ». En effet, il faut tenir des cadences infernales pour fournir à l'armée tout ce dont elle a besoin. L'utilisation quotidienne de l'artillerie et des mitrailleuses implique une fabrication massive d'obus et de balles, et ce dans un contexte de pénurie importante de main-d'œuvre puisqu'une grande partie des hommes est au front. Ce sont donc les femmes, surnommées les « munitionnettes », qui intègrent les usines d'armement afin de maintenir le niveau de la production³⁵.



³⁴ Les marraines de guerre étaient des femmes volontaires pour entretenir une correspondance avec les hommes sans famille combattant au front. Leur mission était de maintenir le moral des hommes en leur offrant une raison concrète de ne pas renoncer : elles-mêmes.

³⁵ De nombreux hommes venus des colonies seront également affectés aux usines d'armement.

Même si la situation en France est moins difficile qu'en Allemagne, l'arrière est aussi un lieu de privation. Il faut équiper, habiller mais aussi nourrir l'armée. Le monde agricole est donc lui aussi grandement sollicité. Les réquisitions militaires se font parfois au détriment des populations qui connaissent une certaine pénurie. Pour maintenir le moral et motiver les civils, l'Etat français utilise massivement la propagande par l'affiche. Les murs des villes et des villages se couvrent d'exhortations à l'effort et au sacrifice.

Pour les combattants, « l'arrière » n'est pas le même que celui des civils engagés dans la production de masse pour gagner la guerre. Pour les poilus, ce nom est avant tout synonyme de repos voire, plus rarement, de permission. Les régiments éprouvés par un séjour passé au front y sont régulièrement envoyés pour que les hommes récupèrent et pour reconstituer les effectifs. Une fois éloignés des tranchées, les combattants ont alors comme premier souci de retrouver visage humain. Le lavoir du village où ils sont cantonnés et le barbier du régiment deviennent alors les deux lieux les plus prisés de la troupe. Une fois rasés et lavés, les hommes cherchent, quémangent ou achètent de la nourriture aux civils. Parfois un colis vient améliorer l'ordinaire. Une fois ces deux besoins vitaux assurés, les soldats s'occupent en attendant les ordres. L'artisanat de tranchée joue alors un rôle important. A partir d'effets militaires (balles, obus...), les hommes créent toutes sortes d'objets (vases, briquets, cannes...) souvent destinés à leurs proches. Certains soldats plus habiles peuvent alors tirer un petit bénéfice de leur talent. Ils troquent leurs créations contre des produits recherchés comme le café, le chocolat et surtout le tabac.



De haut en bas : affiches encourageant les civils à participer à
l'effort de guerre

Archives du Calvados, 20 Fi 246

Archives de la Marne, 21 Fi 1657 et 21 Fi 1659

Mis au repos, les soldats ne sont pas pour autant libérés. Ils sont cantonnés et restent sous la surveillance des officiers qui s'efforcent de les maintenir en état de combattre. Des jeux destinés à entretenir la forme physique des combattants sont alors organisés. Les matchs de football ou les championnats d'athlétisme permettent aux hommes de décompresser tout en évitant un trop grand relâchement. L'enjeu majeur est alors d'occuper les soldats pour éviter une trop grande consommation d'alcool.

Enfin, les soldats fantasment sur un arrière inaccessible. C'est celui où vit leur famille, qu'ils peuvent visiter lors de rares, mais très attendues, permissions. Cet arrière auquel ils n'ont pas accès est souvent perçu de façon péjorative. Pour les poilus il est peuplé de « planqués » qui font la fête sans se soucier de leur sort à eux.



À droite : les hommes au repos

Archives de la Marne, 39 Fi 41, 12 Fi 6 et 23 Fi 9



Ci-dessus : **Exercices collectifs d'assouplissement**

Archives de la Marne, 23 Fi 6

Reims, ville martyre

Epargnée par l'offensive allemande d'août 1914, Reims n'en est pas moins brièvement occupée par les « boches »³⁶ au mois de septembre 1914. Cette présence allemande est brève (du 4 au 12 septembre) mais pour autant les affiches apposées dans la ville, par les autorités civiles et par l'occupant, laissent transparaître un climat très lourd. La proclamation affichée sur les murs de Reims par les Allemands ne laisse aucun doute à ce sujet. Elle est confirmée par la proclamation rédigée par le docteur Langlet (maire de Reims) qui annonce la constitution d'une liste d'otages devant être exécutés en cas d'acte hostile envers les troupes allemandes.

Reims est libérée suite à la contre-offensive de la Marne. Redevenue française à compter du 13 septembre 1914, la cité des sacres n'en reste pas moins menacée. La ville se positionne sur la ligne de front et demeure une des clefs de la défense de Paris. Français et Allemands font donc de sa possession un objectif majeur. Conséquence directe de cette situation, Reims est, très tôt, bombardée par l'artillerie allemande. Comme aucun ordre d'évacuation de la ville n'a été donné par les autorités françaises, de nombreux civils résident toujours sur place et subissent les tirs d'obus.

Un courrier adressé par le vice-président de la commission administrative des hospices civils de Reims atteste des souffrances endurées par les Rémois : *« Reims, le 10 mai 1915 (...) Je suis profondément ému, cordialement impressionné, en lisant les termes élogieux qui traduisent votre sympathie toute de fierté, à l'endroit des défenseurs civils de notre petite patrie commune [la ville de Reims], hélas si meurtrie ! Oui, les uns et les autres, nous avons vécu des heures terribles depuis que dure le bombardement systématique de notre chère Cité ; personnellement j'ai rempli, en transportant les trop nombreux blessés, en recueillant pieusement les malheureux tués, une bien douloureuse mission.- Samedi soir encore, à cinq heures, dans la rue du Barbâtre, je portais secours à sept personnes qu'un obus venait de blesser grièvement. - Quelques jours auparavant, c'étaient des incendies qu'il fallait éteindre nuitamment.- Chaque jour, chaque nuit, c'est le dévouement mis à*

*l'épreuve la plus impressionnante : c'est dans le feu, dans le sang, sous la mitraille, dans les ruines fumantes qu'il faut aller et venir ! Qu'importe ! Quelles que soient la durée et l'intensité de l'épreuve, nous ne faillirons pas à la tâche que nous avons volontairement acceptée. Il faut vaincre ou mourir ! Nous vaincrons ! Nous sommes sans peur, nous voulons être sans reproches (...) »*³⁷.



Ci-dessus: affiche allemande apposée sur les murs de Reims (septembre 1914)

Archives de la Marne, 1 Num 26/3

³⁶ Surnom péjoratif donné par les Belges et les Français aux Allemands.

³⁷ Archives de la Marne, 10 R 495

Reims est donc en grande partie détruite par les bombardements allemands. Aucun quartier de la ville n'est épargné et le patrimoine de la cité des sacres est durement frappé. Diverses estimations des dégâts existent. Elles fournissent des chiffres quelque peu discordants. Toujours est-il que l'on peut estimer qu'à peine 20% des maisons rémoises sont encore debout à la fin de guerre³⁸. Concernant les monuments historiques la situation est, elle, très claire. Pas un édifice n'a été épargné et en premier lieu la cathédrale de Reims. Cette dernière est frappée durant le conflit par au moins 287 obus. Mais surtout, le 19 septembre 1914, des bombes incendiaires provoquent un incendie gigantesque qui détruit totalement la toiture du bâtiment.



De haut en bas : le parvis de la cathédrale de Reims éventré par les obus et la toiture détruite

Archives de la Marne, 1 Num 1/93 et 1 Num 11

³⁸ Encore faut-il s'entendre sur la notion de « maison debout »... Georges Clause annonce 8625 maisons totalement détruites sur les 13 800 que comptait Reims en 1914. En fait, il ne reste que 15 à 20 maisons immédiatement habitables à la fin de la guerre. *Op cit* Maurice. Crubellier (sld), *Histoire de la Champagne*, Toulouse, Privat, 1988 (réed. 1975).

Les places célèbres de la ville où, avant guerre, se développait la vie rémoise sont totalement détruites. De la mairie de Reims il ne reste plus que les murs après les bombardements de 1917. La place d'Erlon et la rue Buirette ne sont plus qu'un champ de ruine fumante. Place royale, de la sous-préfecture il ne reste debout que la façade...



Ci-dessus : la place de la mairie et la place d'Erlon
détruites par les bombardements

Archives de la Marne, 1 Num 1/95 et 2 Fi 454/2950



Ci-dessus : la place royale après quatre années de guerre

Archives de la Marne, 12 Fi 1

Aux bombardements réels s'ajoute la crainte de l'utilisation d'obus à gaz. A Reims, comme partout sur le front, une véritable psychose s'installe. On dote les écoliers de masques à gaz. On entraîne et des consignes sont affichées sur les murs de la ville afin de préparer les populations.

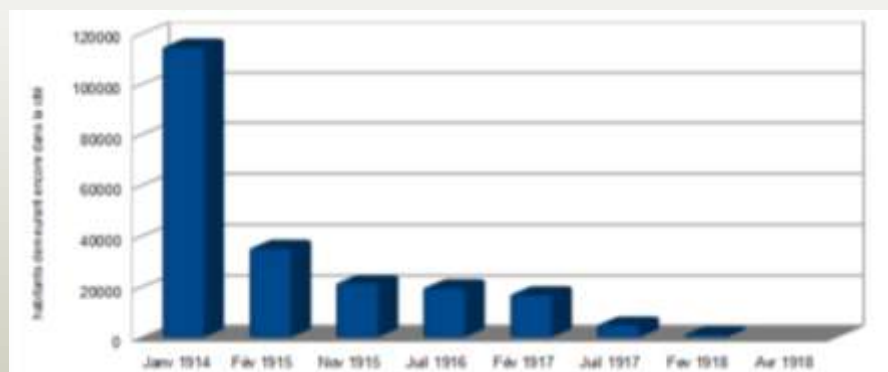
Malgré les bombardements allemands, la vie à Reims se poursuit... Tout du moins la vie administrative car les populations civiles n'ont pas attendu l'ordre d'évacuation. Face au danger, le bon sens prévaut et, très vite, la ville se dépeuple. Des 114 000 habitants que comptait Reims avant-guerre, il n'en reste plus que 20 000 en 1915. 83 % des habitants sont donc partis un an après le début du conflit.



La hantise des attaques au gaz

Ci-dessus : **Affiche concernant les risques d'attaques au gaz et**
photographie du jeune Robert Canone

Archives de la Marne, 1 Num 26/3 et Ic met 22



L'évacuation de la population rémoise pendant la première guerre mondiale

Jean-François Boulanger, *Cent mille réfugiés rémois*, in *Reims 14-18, La Nuée bleue*, 2013

En 1916-1917, il reste encore près de 20 000 civils dans la ville des sacs et les services municipaux continuent de fonctionner. Pour échapper aux obus, les fonctionnaires de la mairie se sont installés dans les caves de champagne. Des abris pour les civils ont été aménagés dans ces mêmes caves. Ils sont le plus souvent utilisés pour se protéger des obus le temps d'un bombardement. Toutefois, il semble que certaines familles s'y soient installées plus durablement. Des instituteurs ont même fait classe dans les caves afin de protéger les enfants. Ce courrier adressé par le préfet de la Marne au Ministre de l'Intérieur en atteste. Il nous montre même que ce type de classe est assez répandu et que les cours ont vraiment lieu tout près des zones de combat :

« Châlons, le 4 mai 1916 (...) J'ai l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur le dévouement dont fait preuve le personnel des écoles de Reims en assurant, depuis la guerre, le service scolaire dans une ville souvent bombardée par l'ennemi.

Comme vous le savez, une notable partie de la population n'a jamais consenti à quitter Reims. De nombreux enfants étaient ainsi exposés aux dangers de toute sorte de la rue. Il était urgent, dans l'intérêt de leurs études et aussi de leur sécurité, de les placer le plus longtemps possible sous l'autorité et la garde des maîtres et maîtresses. C'est dans ce but qu'on été créées les écoles souterraines de la ville de Reims.

Avec mon autorisation ont été successivement ouvertes : - en décembre 1914, l'école des caves Pommery (60 élèves) ; - en janvier 1915, celles des caves Mumm (160 élèves), des caves Krug (60 élèves), des caves Champion (215 élèves) (...) soit au total 1356 enfants qui ont été soustraits au danger de la rue et à la promiscuité des cantonnements.

Malgré les circonstances, les élèves furent si laborieux que, sur les 29 candidats présentés à l'examen du certificat d'études le 10 juillet dernier, 28 étaient admis, et que la municipalité décida de récompenser leurs efforts par une solennelle distribution de prix (...)

Les institutrices et les institutrices exerçant dans ces écoles accomplissent volontairement leur tâche et plusieurs d'entre eux ont risqué plus d'une fois leur existence (...) J'ajoute que, par une curieuse coïncidence, les caves abritant le plus de réfugiés, et partant celles où avaient été ouvertes les premières écoles, se trouvaient presque toutes dans les quartiers les plus exposés. Encore aujourd'hui, l'école des caves Champion n'est qu'à 1800 mètres et l'école des caves Pommery à 1200 mètres seulement des lignes allemandes ».³⁹

³⁹ Archives départementales de la Marne, 203 M 16.

Malgré les mesures de protection, les bombardements de Reims font de nombreuses victimes civiles. Les historiens s'accordent sur le chiffre de 5 000 Rémois tués dans leur ville. Face au danger, la population, dans sa grande majorité, fuit donc spontanément. Très vite, les autorités prennent en charge les personnes déplacées. Les plus faibles (personnes âgées, enfants isolés) sont accompagnées dans leur départ et leur « réinstallation » loin du front. Outre les services de la Préfecture, des associations d'entraident, financées par l'Etat, assurent l'intendance. C'est un véritable traumatisme pour les familles déplacées qui doivent déjà subir l'angoisse quotidienne du sort de leurs proches partis au front. Le relogement des populations rémoises se fait en priorité chez des parents demeurant dans des zones moins exposées. Mais, s'il n'existe pas de famille pour accueillir les réfugiés, ces derniers doivent parfois partir très loin et s'installer dans des communes inconnues se trouvant à plusieurs centaines de kilomètres de la Marne.

Une amicale différente gère les réfugiés de chaque département envahi par l'ennemi⁴⁰. Regroupées dans une Union des comités centraux des réfugiés des départements envahis, les associations assurent une gestion de longue durée. Non seulement elles organisent le transport pour les évacuations mais elles fournissent également une aide matérielle voire financière.

La Société amicale de la Marne donne ainsi gracieusement aux émigrés rémois (et plus généralement aux marnais) sans ressources les produits dont ils ont besoin. Leur action est relayée par les préfectures et les sous-préfectures des départements accueillant les réfugiés. Des courriers, très poignants, attestent du dénuement de certaines familles marnaises déplacées loin de chez elles :

« Pussay, le 23 décembre 1916... Monsieur le président (de l'amicale de la Marne). Je viens m'adresser à vous pour vous demander de bien vouloir si c'était un effet de votre bonté de nous donner quelques effets cela nous ferez plaisir nous sommes des pays henvais du département de la Marne notre commune est Warmeriville ce sont les allemand qui mon fait partir avec 8 enfants ils on garder mon mari comme prisonnier civil nous avons eut beaucoup de peine et encore j'ai une jeune fille de 22 ans qui se trouve dans une position intéressante elle n'ai pas marier vu que le jeune et soldat vous voyez Monsieur que j'ai bien de la peine et je n'ai rien pour le nouveau née que nous attendons pour le moi de janvier. Donc Monsieur si vous pouvez nous envoyer quelques effets cela nous ferez bien plaisir voici l'âge de mes enfants 22 ans 18 ans 15 ans 14 ans 12 ans 11 ans 8 ans et 5 ans la mère 45 ans. Je vous prie Monsieur le Président de prendre ma demande en considération. Agreez Monsieur le Président mes salutations. Madame Leclère réfugiées a Pussay Seine et Oise. »⁴¹

⁴⁰ Dans son article, G. Clause, sous la direction de M. Crubellier avance le chiffre de 120 000 réfugiés marnais et 90 000 ardennais. M. Crubellier, *op.cit*, p.405.

⁴¹ Archives départementales de la Marne, 10 R 339. La lettre a été reproduite en l'état ce qui explique les nombreuses fautes d'orthographe, de grammaire, de syntaxe. Ce courrier atteste du caractère modeste de son expéditrice. Celle-ci est probablement une femme de journalier agricole qui, compte tenu de son âge, n'a pas eu accès à une véritable instruction scolaire car née trop près des lois Ferry (1881-1882).

Les comités de secours aux réfugiés ne s'occupent pas uniquement des civils. Ils se sont également donné comme mission de porter secours aux soldats marnais prisonniers en Allemagne. Cette aide consiste en des colis (tabac, nourriture...) mais aussi en un rôle de relais entre les prisonniers et les familles comme en témoigne la lettre de Gaston Lepine adressée au député de la Marne Pierre Forgeot ; lettre relayée, par ce dernier, auprès de la Société amicale de la Marne :

« Monsieur le député. Suis prisonnier depuis le 29 août. J'ai écrit plusieurs fois chez moi et je n'ai pas encore reçu de nouvelles. Je vous serait très reconnaissant si vous pouviez faire parvenir mon adresse à ma femme où à mes parents résidant à Witry-Les-Reims. Dans le cas ou vous pourriez communiquer faites leur savoir mon besoin d'argent ainsi qu'un colis contenant : 1 chemise, chaussettes, mouchoirs, chocolat, sucre, sel, tabac etc. Dans l'attente d'une bonne réponse recevez monsieur le Député mes civilités empressées. G Lépine, réserviste, peintre à Witry-les-Reims. Madame Lépine Boucton ma femme. Monsieur Lépine Jacquemin mon père »⁴².

Il est à noter que les volontaires des comités d'entraide n'échappent à la mobilisation comme en témoigne le courrier reproduit à la page suivante:

⁴² Archives de la Marne, 10 R 480. Une nouvelle fois la grammaire et l'orthographe n'ont pas été corrigées.

« Dimanche 6 février 1916. Monsieur le Président de la société amicale de la Marne. C'est avec le plus grand plaisir que j'ai reçu le colis annoncé dans votre lettre du 29/1/16 (L'œuvre du soldat au front-Touring club de France). Je vous retourne ci-joint l'accusé de réception, mais je n'ai pas voulu vous le faire parvenir sans l'accompagner de mes remerciements particulièrement pour votre sollicitude à mon égard mon cher Président ainsi que celle de tous ces messieurs du Comité que ma présence parmi vous m'a permis d'apprécier comme de braves gens poursuivant malgré les critiques leur si noble but aider leurs malheureux compatriotes à traverser la dure épreuve actuelle.

Ici au front je suis mieux placé qu'à Paris pour juger l'état d'esprit de mes compatriotes mobilisés comme moi. Soyez assurés que tous jeunes et vieux nous faisons sans murmure notre devoir de soldat. Un seul souci parmi tous les Rémois assez nombreux dans ce secteur : savoir ce qui se passe dans notre chère ville. Mais hélas ce n'est qu'en nous communiquant de l'un à l'autre les lettres de nos familles que nous savons notre cher Reims toujours martyrisé par ces vaches de boches. Pendant que je vous écris les marmites tombent sur les tranchées de première ligne, mais soyez assurés que nous leur rendons la pelle par le manche maintenant que les nouveaux masques nous protègent efficacement contre leurs gaz asphyxiants. Que Monsieur Jauras le dise avec sa parole si prenante et si sympathique « Vos Rémois, vos Marnais, forment ici une famille de braves gens et de gens braves qui non seulement ont tenus et tiendront mais qui auront la patience (cette nouvelle vertu militaire) d'attendre la victoire finale qui ne fait aucun doute pour nous.

Je ne veux pas abuser de votre temps et termine ici en vous priant mon cher président d'agréer pour vous et pour ces messieurs du Comité mes remerciements et mon meilleur souvenir, ainsi qu'à leurs familles. Recevez mes sincères salutations. Fernand Thiery, Maréchal des Logis, 5^{ème} régiment d'artillerie à pied, fort de la Belle Epine, place de Verdun ». ⁴³

⁴³ Archives de la Marne, 10 R 495.

Ce courrier de Fernand Thiery⁴⁴ constitue une source historique remarquable. Né le 1^{er} décembre 1897 à Suippes (Marne), ce dernier n'a que 16 ans au moment de l'entrée en guerre. Il s'engage donc très jeune dans la Société amicale de la Marne afin d'aider ses compatriotes marnais. Sa date de naissance le place dans la classe 1917 mobilisée le 7 janvier 1916. Fernand Thiery écrit donc sa lettre à peine un mois après son départ pour l'armée. C'est un « bleu »⁴⁵ affecté sur le secteur difficile de Verdun. L'utilisation, dans sa lettre, de l'argot des tranchées est la preuve de son intégration rapide (« *les marmites tombent...* »). Il faut noter que cette lettre aurait pu être censurée car, pour qui lit entre les lignes, elle comporte des passages très critiques pour l'armée. Cette remarque vaut pour la formule « *maintenant que les nouveaux masques nous protègent des gaz asphyxiants* ». Cette tournure de phrase sous entend, en effet, que les premiers masques distribués aux soldats ne protégeaient pas. Le second extrait « défaitiste » porte sur l'absence d'offensive constatée par le jeune Thiery. Ce dernier qualifie la patience de « *nouvelle vertu militaire* ». Il souligne ainsi le sentiment d'inaction, voire d'enlèvement, que procure la guerre de tranchées. Pour autant, cette correspondance reste globalement patriotique et on discerne l'exaltation de ce très jeune soldat au moment où se déclenche la bataille de Verdun (« *soyez assurés que nous leur rendrons la pelle par le manche(...) la victoire finale qui ne fait aucun doute pour nous* »).

⁴⁴ Fernand Eloi Thiery succombera des suites de ses blessures le 5 octobre 1918. Archives de la Marne, 1 R 1433 (registres matricules).

⁴⁵ Le terme de « bleu », dans l'argot des tranchées, désigne les jeunes recrues fraîchement arrivées au front. Leur capote bleu horizon est neuve et n'est pas encore salie. Elle tranche par rapport à celle des vétérans qui, elles, sont sales et usées après plusieurs tours en première ligne.

⁴⁶ Cf. annexe 7.

Concernant la Société amicale de la Marne, la lettre de Fernand Thiery livre une information importante. Il semble que l'action de cette dernière soit parfois sujette à caution (« *de braves gens poursuivant malgré les critiques leur si noble but : aider leurs malheureux compatriotes*»). Cette critique est parfois relayée par les courriers des réfugiés conservés aux Archives départementales de la Marne. Les mécontentements portent surtout sur la trop longue durée entre la demande d'aide au Comité et la réception de l'aide elle-même. L'extrême dénuement de certains Marnais déplacés explique cette intransigeance et il est difficile pour ces derniers de comprendre que leur éloignement rende, parfois, long le processus complexe d'octroi d'un soutien. Les comités aux réfugiés doivent en effet passer par le préfet ou le sous-préfet du département d'accueil pour faire délivrer une aide. Une fois informées, ces autorités transmettent ensuite la demande au maire de la commune où vivent les réfugiés. Ce dernier a alors la charge de distribuer l'aide (dons de bons pour des vêtements, de la nourriture voire une petite somme d'argent).

Une fois évacués, il est très difficile pour les Rémois de revenir dans leur ville qui est en zone de combat. Le problème est que de nombreux habitants de la cité des sacres sont partis très vite sans rien emporter. Une fois installés dans leur nouvelle commune de résidence, ils cherchent à rentrer pour récupérer leurs biens laissés, sans surveillance, dans leurs maisons ou leurs appartements. Quelques autorisations semblent avoir été accordées à certains habitants évacués afin qu'ils puissent revenir à Reims. Ces autorisations portent systématiquement comme motif de voyage la mention « déménagement ». Chaque autorisation accordée l'est pour une durée relativement courte (au maximum six jours). Tous les laissez-passer retrouvés aux Archives départementales de la Marne portent la mention « sans prolongation ».



Le martyr de Reims : un outil de propagande

Les troupes allemandes ont clairement bombardé Reims sans se soucier ni des civils ni des monuments historiques présents dans la ville. Ce choix de l'état-major allemand est stratégique. Dans le contexte de l'échec du plan Schlieffen et de l'installation dans une guerre d'usure, le moral de l'ennemi devient un enjeu essentiel. Frapper la cathédrale des sacres, élément central de l'identité nationale, et plus généralement Reims, devient alors un moyen de démoraliser les Français qui se révèlent incapables de la protéger...



La vie dans les caves vue par *Le Miroir*, décembre 1914

Archives de la Marne, R delta 40

Le Miroir base son succès sur l'utilisation abondante de la photographie. Le journal compte invariablement 18 pages dont une seule de textes. Pour en savoir plus se référer à Joëlle Beurier, *Image et violence, 1914-1918, quand le Miroir racontait la guerre*, Paris, Ed. du Nouveau Monde, 2007.



Le martyr de Reims vu par *Le Miroir*, décembre 1914

Archives de la Marne, R delta 40

Cette guerre psychologique autour de Reims va se développer dans les deux camps. Du côté français, le martyr de Reims devient un atout⁴⁷. La résistance acharnée des soldats et le calvaire des civils non évacués sont mis en scène et amplifiés par la presse française⁴⁸. Ils deviennent un outil de propagande apte à motiver « l'arrière »⁴⁹. Le message est alors clair : pour sauver Reims et sa cathédrale, les travailleurs civils ne doivent pas lâcher. C'est un devoir patriotique de maintenir les cadences de production nécessaires pour fabriquer les armes et les munitions servant à défendre la ville des sacres.

⁴⁷ Sur ce point se référer à Françoise Cochet, *Rémois en guerre, 1914-1918, l'héroïsation au quotidien*, Nancy, P.U.N., 1993.

⁴⁸ Par exemple, le journal *Le Miroir* n'hésite pas à caviarder les photos. De la fumée voire des impacts d'explosion sont régulièrement ajoutés aux clichés de la ville de Reims détruite pour accentuer la dramatique.

⁴⁹ Pour les combattants des tranchées l'arrière désigne, de façon quelque peu péjorative, tous ceux qui ne sont pas au front. Ici, nous utilisons ce terme pour qualifier le « second front », c'est-à-dire les personnels civils qui, dans les usines, se battent pour produire les armes et le matériel nécessaire à la victoire.

Reims et sa destruction par l'ennemi deviennent également un élément permettant de développer le thème de la guerre de la civilisation contre la barbarie. La cause française se transforme. Il ne s'agit plus seulement de reprendre l'Alsace-Lorraine mais de défendre l'humanité. La presse propagandiste française présente les boches qui assiègent Reims comme des barbares qui n'hésitent pas à saccager des siècles d'histoire de l'Europe chrétienne. Des ruines fumantes de la cité rémoise, la France sort donc légitimée dans sa cause et dans son bon droit.

Plusieurs types de supports sont utilisés pour véhiculer la propagande française. La presse relaye abondamment relayer le martyr de Reims. On peut mentionner notamment le journal *Le Miroir*. Ce dernier publie, tout au long du conflit, de nombreuses photographies illustrant la destruction de Reims. L'impact de cet hebdomadaire auprès des populations est important. *Le Miroir* privilégie la photographie⁵⁰, ce qui attire les lecteurs. Ses tirages vont ainsi croissants tout au long de la guerre. Le journal passe de 300 000 exemplaires par semaine en 1914 à 1 million d'exemplaires en 1918. Son impact sur les populations est donc indéniable.

De nombreuses cartes postales sont postérieures au conflit mais un nombre conséquent de ces dernières a été édité pendant la guerre. C'est ici le cas de la carte postale «kolossal Kultur» comme le démontre la mention « guerre 1914-1915 » en légende (voir carte postale en haut à droite).



Cartes postales mettant en avant la barbarie allemande

Archives de la Marne,

2 Fi 454/2424, 2 Fi 454/2250, 2 Fi 454/2406

⁵⁰ Pour s'assurer d'un fond photographique suffisant, *Le Miroir* organise des concours de la meilleure photographie de guerre. Beaucoup de combattants tentent leur chance et adressent leurs clichés au journal.

En dehors de la presse, d'autres vecteurs de diffusion vont s'attacher à mettre en avant le martyr de Reims et la barbarie allemande. Les cartes postales sont un support particulièrement efficace pour sensibiliser non seulement l'arrière mais aussi les populations civiles des Etats alliés de la France. Utilisées pour la correspondance aussi bien par les non-combattants que les militaires, elles vont faire de Reims un symbole international de la lutte contre les « barbares boches ».

La carte postale intitulée *Jeanne d'Arc et le crime de Reims* est un chef-d'œuvre de propagande. Le choix de la jeune femme de Domrémy comme observatrice des exactions allemandes est des plus judicieux. C'est elle qui a sauvé la monarchie française en faisant sacrer Charles VII à Reims. À ce titre, elle rappelle aux acheteurs que la cathédrale est un des symboles de l'identité nationale. La « pucelle » présente également l'avantage d'être lorraine⁵¹, ce qui permet de rappeler une des causes légitimes du conflit à savoir récupérer les territoires perdus après la défaite de 1870. Elle est aussi un parfait modèle pour ceux qui souffrent et meurent dans les tranchées puisqu'elle n'a pas hésité à donner sa vie pour la France. Enfin, Jeanne est un symbole fort de la chrétienté puisqu'elle a été béatifiée en 1909. Sa représentation au milieu des ruines de la cathédrale atteste symboliquement de l'engagement de Dieu aux côtés de la France.



Jeanne d'Arc et le crime de Reims

Archives de la Marne, 2 Fi 454/1498

⁵¹ On notera, en haut et à droite de la carte postale, la croix qui rappelle opportunément les origines lorraines de Jeanne.

Les villages détruits de la Marne

Orchestré par la presse, le martyr de Reims a, pendant et après la Grande Guerre, focalisé les esprits. Pourtant les destructions ne se réduisent pas à la seule ville des sacres. Les bombardements et les combats vont également toucher durablement un grand nombre de communes de la Marne⁵². Certains villages marnais mettront plus de dix ans à se reconstruire. D'autres sont si endommagés par la guerre qu'ils ne seront jamais reconstruits. Il s'agit des communes de Nauroy, Moronvilliers, Perthes-les-Hurlus, Hurlus⁵³, Le Mesnil-les-Hurlus, Ripont et Tahure. Ces villages se trouvent dans la « zone rouge ». Fixé après guerre, cet espace correspond aux 120.000 hectares se trouvant sur la ligne de front des armées. C'est dans cette zone rouge que se concentrent les dommages majeurs.



Le village de Perthes-lès-Hurlus est détruit dès 1915

Archives de la Marne, 12 Fi 6/41

⁵² Cent dix-sept communes marnaises sont détruites à plus de 50% pendant la Grande Guerre. Chiffres cités in Maurice Crubellier (sld), *Histoire de la Champagne*, Privat, 1988, p. 405.

⁵³ Pour qu'ils ne soient pas oubliés, certains villages non reconstruits ont vu leur nom associé à des communes proches : Sommepy-Tahure, Beine-Nauroy, Pontfaverger-Moronvilliers. Cinq des villages détruits se trouvent dans le périmètre du camp militaire de Suippes (Tahure, Perthes-les-Hurlus, Hurlus, Le Mesnil-lès-Hurlus, Ripont). Plusieurs stèles commémoratives sont disposées sur les lieux où se dressaient ces communes. Cf : Cndp.fr/Crdp-Reims/mémoire/lieu/1GM_CA/villages_détruits.

L'ensemble du département de la Marne est impacté par le conflit. La plupart des communes sont, à un moment ou à un autre durant la totalité du conflit, soumises aux destructions. Le nord du département est frappé dès 1914, en particulier le long de l'axe Reims /Châlons-sur-Marne /Vitry-le-François. Les destructions sont très importantes dans les villages autour de Suippes et de Reims. La montagne de Reims et le sud de la Marne sont davantage touchés lors de l'offensive allemande de juillet 1918. Plusieurs villages jusqu'alors « épargnés » sont à leur tour durement frappés.

L'étude du village de Suippes nous donne une bonne vision de ce qu'ont vécu les communes marnaises et leurs habitants⁵⁴. Au recensement de 1911, le village compte 787 maisons et 824 ménages pour un total de 2 775 habitants. Le tissu économique local s'articule autour de deux activités principales : l'agriculture et l'industrie textile. En 1918, à la fin du conflit, Suippes compte 378 « propriétés bâties détruites » selon la commission cantonale mise en place pour évaluer les dommages de guerre. Le montant total des dégâts pour le village est estimé à 6 815 000 francs⁵⁵. La commune, très proche du front, a donc considérablement souffert des bombardements. Sur le plan humain, le coût de la Grande Guerre est aussi élevé. La commune de Suippes va perdre 57 hommes au combat⁵⁶.



Les églises de Saint-Hilaire-le-Grand
(extérieur et intérieur), Souain et Mailly en ruines (1915)

Archives de la Marne, 42 Fi 10, 12, 24, 13

⁵⁴Pour en savoir plus sur Suippes se référer à N. Henry, *Suippes à travers la Grande Guerre*, URCA, mémoire de Licence, 2014. Archives départementales de la Marne, R Ch 10210377.

⁵⁵ 1 franc de 1914 équivaut à 2 euros d'aujourd'hui, N. Henry, *op. cit.*

⁵⁶ Soit 22,5% des chefs de famille recensés en 1911 dans la commune.

Les civils ne sont pas épargnés puisque 15 personnes seront tuées lors des bombardements. Bien qu'exposé, Suippes va, entre 1914 et 1915, accueillir des réfugiés d'autres communes sinistrées. Ce sont au total 41 personnes qui sont accueillies dans la commune. Elles viennent de villages voisins se trouvant plus proches du front (Souain, Hurlus, Saint-Hilaire-le-Grand...) ou du département occupé des Ardennes (pour 11 d'entre elles). L'offensive française déclenchée en Champagne à l'automne 1915 change la situation du village qui, de zone d'accueil devient zone à évacuer. La population doit, à son tour, partir. Les réfugiés de Suippes sont accueillis prioritairement dans les communes marnaises autour de Châlons-sur-Marne et de Sézanne mais, très vite, les capacités d'hébergement se révèlent insuffisantes face à la masse de réfugiés. Certains habitants de Suippes sont donc obligés de quitter la Marne. Ils doivent se réinstaller provisoirement à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux dans le département du Puy-de-Dôme.

Dans un autre secteur du département de la Marne, le village de Cormicy a, lui aussi, payé son tribut à la Grande Guerre⁵⁷. Au recensement de 1911, la commune compte 360 maisons abritant 365 ménages pour une population totale de 1146 personnes. Avant guerre, Cormicy est une commune rurale champenoise traditionnelle dont l'activité est centrée sur l'agriculture et la viticulture (56% des emplois). En 1918, la commune est pratiquement rayée de la carte puisque plus aucune maison n'est considérée comme habitable. Sur le plan patrimonial, le château de Cormicy (XVIIe siècle) est totalement détruit et ne sera jamais reconstruit. Proche de la célèbre cote 108⁵⁸, Cormicy est le cadre de fréquents affrontements entre Allemands et Français qui, tour à tour, détiendront le village. Malgré tout la population n'est pas évacuée. Certains Cormiciens décident de partir mais d'autres restent et vivent dans leurs caves. Sur le plan humain, la Grande Guerre a prélevé son quota puisque 21 conscrits du village sont « morts au champ d'honneur ». Ces soldats décédés étaient, en moyenne, âgés de 29 ans.



⁵⁷ Pour en savoir plus sur Cormicy se référer à D. Maury, *Cormicy pendant la Grande Guerre. Etude d'un village proche du front*, URCA, mémoire de Licence, 2014. Archives départementales de la Marne, R Ch 10210 378.

⁵⁸ La cote 108 est considérée comme le point de départ du champ de bataille du « Chemin des dames ».

L'étude du village de Sillery, proche de Reims, confirme l'importance des destructions subies dans la Marne⁵⁹. En 1911, la commune compte 129 maisons. La population est de 620 habitants répartis dans 171 ménages. Sillery est, à la veille de 1914, un village relativement jeune puisque les moins de 19 ans représentent 39% de la population. L'activité économique est centrée sur l'agriculture (27 cultivateurs) et la viticulture (74 vignerons). La proximité de Reims et de sa population permet le développement des cultures maraîchères (15 jardiniers). En septembre 1914, l'offensive Schlieffen, entraîne l'occupation de Sillery par les Allemands. L'église sert alors de point d'observation. La première bataille de la Marne libère la commune non sans quelques combats. Le village reçoit ses premiers obus. Repris par les Français, Sillery ne changera plus de camp mais reste à portée des canons ennemis. De violents combats se déroulent alentour, notamment à la Ferme d'Alger. La population n'est pas officiellement évacuée malgré le danger. Toutefois, dès 1914, plusieurs familles fuient. Ceux qui restent mettent leur vie en danger mais ils veulent préserver leur maison du pillage, voire assurer les vendanges qui s'annoncent. L'ordre d'évacuation ne sera donné que le 5 juin 1917. Conséquence de cette décision tardive, la commune comptera 7 victimes civiles durant le conflit. Le village est presque entièrement détruit pendant la guerre.

L'église et le château sont durement touchés. Ce dernier ne sera jamais reconstruit⁶⁰. Hermonville est une commune marnaise qui va se trouver des deux côtés du front⁶¹. Le recensement de 1911 donne, pour ce village, 329 maisons occupées par 345 ménages pour une population totale de 1 013 habitants. La population active représente 524 personnes dont 39% travaillent dans l'agriculture (41 cultivateurs et 116 vignerons). De 1914 à mai 1918, le village demeure français mais l'offensive « Friedensturm » voit ensuite la commune occupée par les Allemands (mai/octobre 1918). Pendant la guerre, elle est un lieu de cantonnement sur l'arrière-front qui accueille jusqu'à 4 000 soldats français. On y trouve, également, un cimetière temporaire pour les morts au champ d'honneur. Hermonville illustre les relations difficiles entre soldats et civils comme le révèle le témoignage du soldat André Tropamer :

« (...) Relève. Cantonnement à Hermonville chez le notaire. Celui-ci, qui a quitté le village il y a 15 mois, revient inopinément avec sa femme et entre dans sa salle à manger envahie par nous. Le pauvre homme a les larmes aux yeux de voir les déprédations subies par sa demeure. Nous sommes gênés pourtant... c'est la guerre⁶² ».

⁵⁹ Pour en savoir plus sur Sillery se référer à A. Wauthier, *Un village marnais pendant la première guerre mondiale : Sillery*, URCA, mémoire de Licence, 2014., Archives de la Marne,

⁶⁰ Une étude très fine des destructions subies par la commune de Sillery est proposée. A. WAUTHIER, *op. cit.*, p. 45 à 48.

⁶¹ Pour en savoir plus sur Hermonville se référer à A. Machet, *Hermonville : étude d'un village marnais au contact du front pendant la première guerre mondiale*, URCA, mémoire de Licence, 2014, Archives de la Marne, Un recensement précis des destructions par rue est donné en annexe de ce mémoire (p. 22).

⁶² A. MACHET, *op. cit.*, p. 10.

Lieu de cantonnement, Hermonville est bien sûr visé par l'artillerie allemande. Le village est donc en grande partie détruit et la population est évacuée en 1916. Après guerre, le retour des habitants n'est que partiel. En 1919, le village ne compte que 419 habitants. En 1921, le recensement ne dénombre que 770 âmes.



Les destructions ne concernent pas uniquement les communes se trouvant du côté français du front. Les villages du nord de la Marne sont occupés par les Allemands. Ils subissent eux aussi les conséquences de la proximité du front. Situé au confluent de la Suippes et de la Py, Dontrien est une petite commune agricole de la Marne⁶³. Comme beaucoup de villages situés au nord du département, Dontrien est simplement traversé par les Allemands lors de l'attaque d'août 1914. La contre-offensive du maréchal Joffre (première bataille de la Marne) ne libère pas la commune qui va rester allemande jusqu'en octobre 1918. Servant d'arrière-front aux troupes allemandes, Dontrien subit le feu des canons français tout au long du conflit. L'église est détruite dès novembre 1914. Non pas par l'artillerie française mais par les Allemands eux-mêmes qui voient dans le clocher de l'édifice un excellent point de réglage pour les artilleurs ennemis. Trop soumise au danger, la population est évacuée sur ordre des troupes d'occupation suite au décès d'un civil le 15 ou 17 mars 1915. Les habitants sont envoyés dans le village ardennais de Signy-l'Abbaye. En grande partie détruit, Dontrien est réoccupé par ses habitants à partir de 1918. Ce retour n'est que partiel puisque la commune ne compte en 1920 que 198 habitants contre 316 en 1911.

⁶³Pour en savoir plus sur Dontrien se référer à B. Malherbe, *Dontrien : une commune marnaise au cœur de la Grande Guerre*, URCA, mémoire de Licence, 2014, Archives de la Marne,. Ce travail original comporte plusieurs sources iconographiques allemandes et s'appuie sur les mémoires de l'abbé Dézy, abbé de Dontrien et de Saint-Martin-l'Heureux.

Morts au champ d'honneur

Dès 1914, la guerre de mouvement provoque de nombreux morts dans les rangs français (plus de 500 000 soldats décéderont durant les trois premiers mois du conflit). Les mouvements de troupes liés aux offensives et contre-offensives mais aussi l'hygiène imposent d'ensevelir les corps au plus vite. Les soldats tués au combat sont donc le plus souvent inhumés à même le champ de bataille dans des tombes provisoires marquées par une croix gravée au feu (nom, prénom, régiment, date du décès). Lorsque cela est possible les combattants sont enterrés dans les cimetières communaux des villages proches des zones de combat. Les tombes provisoires sont alors entretenues spontanément par les combattants survivants, qu'ils soient du même régiment que les soldats inhumés ou pas.



Une fosse commune en 1915

Archives de la Marne, 39 Fi 25



Tombes provisoires dans la plaine de Champagne

Archives de la Marne, 42Fi 55

Malgré les conditions difficiles d'inhumation et les modifications de la ligne de front, la rigueur militaire reste en vigueur en ce qui concerne les tombes provisoires. Il est inconcevable de « perdre » des sépultures et un service de l'armée est chargé d'établir des croquis permettant de repérer et de retrouver les tombes isolées qu'ils auraient pu rencontrer. A terme, l'objectif est de transférer les corps des soldats morts au combat dans des cimetières dignes de ce nom. Il s'agit bien sûr d'un geste d'humanité mais d'autres raisons plus terre à terre poussent à cette pratique. Il faut tout d'abord montrer aux combattants que l'on s'occupe de leurs dépouilles. Il faut tout autant permettre aux familles de pouvoir retrouver leurs défunts. Le maintien du moral des soldats et des civils est à ce prix.

Les inhumations spontanées opérées par les soldats eux-mêmes ne permettent pas de gérer le nombre important de morts au champ d'honneur. La durée inattendue du conflit pousse les autorités militaires à s'organiser. Le nombre de victimes impose de réagir très vite pour des raisons sanitaires. Les soldats sont donc inhumés dans des fosses communes mais cette façon d'opérer pose problème. En effet, les Poilus acceptent mal que les corps de leurs camarades soient traités de la sorte c'est-à-dire, à leurs yeux, de façon indigne. Pour éviter des tensions voire des mutineries, les conditions d'inhumation évoluent. Les soldats morts au champ d'honneur sont désormais ensevelis dans des tombes individuelles permettant une identification précise. Le corps du défunt change alors de statut : il passe de celui de simple cadavre à celui de dépouille mortelle d'un combattant ayant donné sa vie pour la patrie. Ce sont alors les prisonniers allemands qui sont réquisitionnés pour creuser les tombes.

Les corps des soldats morts sont rassemblés dans des cimetières provisoires situés à l'arrière du front. Chaque tombe est identifiée et l'Etat prend en charge le fleurissement (couronne mortuaire), l'enfouissement et l'entretien des sépultures. Les tombes se trouvant encore sur les champs de bataille ne sont pas oubliées. L'idée est de montrer aux civils que le gouvernement respecte et honore ses morts ainsi que leurs parents et leurs amis. Après guerre, des nécropoles « définitives » seront construites pour accueillir les corps des combattants non réclamés par leurs familles.



Cimetière provisoire à Châlons-sur-Marne

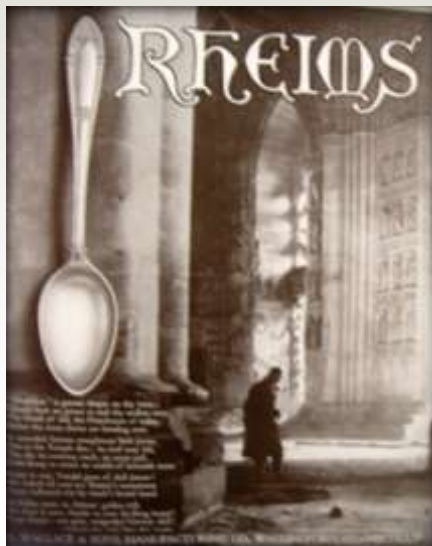
Archives de la Marne, 42 Fi 56

Après la guerre : le retour à une vie normale

Le 11 novembre 1918, l'armistice est signé à Rethondes. La France a gagné la guerre mais il reste une grande bataille à mener, celle de la reconstruction. Zone de combat depuis septembre 1914, le département de la Marne est durement touché par le conflit. Sept communes sont définitivement détruites. 23 405 hectares ont été classés en zone rouge⁶⁴ et les vignobles au nord de Reims sont totalement détruits. Devant l'ampleur des dégâts et des pillages, les populations évacuées hésitent à rentrer. Impactées par les combats, les petites exploitations agricoles ne peuvent se relancer car les terres, criblées de ferraille, sont difficilement exploitables. Désespérés, les fermiers vendent aux gros exploitants. Les viticulteurs souffrent tout autant. Le travail nécessaire pour reconstituer les parcelles est trop important. Beaucoup décident donc de vendre aux négociants⁶⁵. L'industrie marnaise peine, elle aussi, à se rétablir. En 1924, seulement 26 % des établissements industriels ont retrouvé leur niveau d'activité d'avant-guerre.

Ci-dessus : affiche de souscription proposant l'achat d'une cuillère en argent commémorative pour financer la reconstruction de la cathédrale de Reims

Archives de la Marne, J 1096



Des coopératives de reconstruction sont créées dans toutes les communes ou les groupements de communes du département. Leur action est difficile et lente. Il faut inventorier tous les biens détruits et vérifier toutes les déclarations des sinistrés. Les sommes réclamées sont colossales et, parfois (souvent ?), le coût des dommages est majoré par le propriétaire. Les commissions doivent donc revoir à la baisse certaines estimations ce qui les rend impopulaires auprès des populations. Malgré tout, il semble que l'évaluation des destructions ait voulu être honnête. En effet, les biens sont estimés en valeur d'après-guerre ce qui, compte tenu de l'inflation, multiplie par quatre la valeur du foncier détruit. Concernant Reims, la situation est différente du reste du département. Certes, la ville est ravagée par les obus mais, en même temps, il faut reconstruire ce qui offre des emplois. Ceci vaut d'autant plus qu'un important élan de solidarité international permet de trouver des financements. Les généreux donateurs américains donnent ainsi la possibilité à la ville de se réinventer.

⁶⁴ 8000 hectares jugés irrécupérables en raison des combats seront utilisés pour créer le camp militaire de Mourmelon.

⁶⁵ Pour les chiffres, se référer à Maurice Crubellier, *op. cit.*

La bibliothèque Carnegie et l'hôpital américain sont deux exemples de cette reconstruction. Pour la cathédrale, l'argent ne manque pas. Les souscriptions, en France et à l'étranger, fournissent les moyens financiers nécessaires. Pour autant le chantier de Notre-Dame de Reims sera long. Ce n'est que le 26 mai 1927 qu'aura lieu l'inauguration officielle de la cathédrale rebâtie. Sur le plan démographique le retour à la situation d'avant guerre est encore plus long. Il faut, en effet, attendre 1946 pour que la ville retrouve le niveau de population du recensement de 1911.

La guerre ou plutôt ses vestiges, vont se révéler être une véritable opportunité de relance économique grâce au tourisme des champs de batailles. Avant même la fin du conflit, les institutions économiques marnaises sont conscientes de l'opportunité que représente le « devoir de mémoire ». Les cimetières militaires et les zones des combats sont autant de lieux aptes à capter les touristes venus se rendre compte, par eux-mêmes, des destructions occasionnées par la Grande Guerre. L'hôtellerie, la restauration mais aussi libraires et les boutiques de souvenirs peuvent espérer se relancer par ce biais. Encore faut-il s'y préparer. L'article publié dans le journal *L'Union Républicaine* le 7 novembre 1917 atteste de cette volonté presque cynique de relancer l'économie locale par le tourisme de mémoire :



« Visiteurs d'après-guerre, syndicat d'initiative (...) L'un des moyens de faire rentrer, dans notre pays, une partie de l'argent que nous en avons exporté pour payer les achats effectués à l'étranger, sera de produire et d'exporter à notre tour. Un autre moyen consistera à attirer en France de nombreux voyageurs des autres contrées (...). Il est à présumer qu'après la guerre des légions d'étrangers viendront visiter les champs de bataille arrosés du sang de tant des nôtres. Que ces voyageurs ne soient attirés que par un simple sentiment de curiosité, ce sera possible ; mais par l'argent qu'ils sèmeront, ils aideront à relever les ruines causées par la guerre et atténueront ainsi, quelque peu, les désastres matériels qu'elle aura occasionnés (...). Pour recevoir ces voyageurs que l'on suppose fort nombreux, il faudra créer des hôtels ou améliorer ceux qui existent. Il sera nécessaire de faire une publicité suffisante (...). Notre département recevra de très nombreux visiteurs. Il faudra les accueillir et il serait prudent de prévoir les dispositions que l'on devra prendre à cet effet (...) ».

Ci-dessus : carte postale produite après guerre et rappelant aux touristes le martyr de Reims

Archives de la Marne,

Les destructions de Reims offrent enfin une ultime opportunité. Avec le déblaiement des gravats, des espaces libres sont apparus. Ils permettent d'envisager une autre forme d'habitat populaire. Débordée par les besoins, la municipalité laisse l'initiative à des chefs d'entreprises (verrerie, champagne) afin qu'ils construisent des logements ouvriers. Entre 1921 et 1924, Georges Charbonneaux (fondateur du Foyer Rémois) construit la cité jardin du Chemin Vert (600 logements pour 3 700 habitants). Il est imité par d'autres et de nouvelles cités sont créées dans les années 1920-1930 comme Trois-Fontaines, le parc de Vesle ou Maison-Blanche.



Ci-dessus : billet émis par la chambre de commerce de la Marne

Archives de la Marne, 1 Num 25/38

Pour en savoir plus se référer à <http://www.citedeleconomie.fr/Les-billets-de-necessite-français>

Pour conclure

Engagées depuis 2014, les commémorations du centenaire sont l'occasion de remettre à sa juste place la première guerre mondiale. Longtemps éclipsée par le second conflit mondial, la Grande Guerre n'en est pas moins un moment essentiel dans l'Histoire de notre pays et son impact sur la vie politique va bien plus loin que la simple défaite de 1940 souvent imputée à de « vieux » généraux français passésistes qui voulaient « rejouer » la guerre de position.

La réconciliation franco-allemande engagée, en 1962, par le général De Gaulle et le chancelier Adenauer atteste du poids de la première guerre mondiale dans l'Histoire⁶⁵. C'est en effet la ville de Reims qui est choisie pour être le cadre d'une cérémonie officielle jugée aujourd'hui comme essentielle à la construction européenne. Le choix de la cité des sacres n'est pas uniquement lié au fait que c'est à Reims que fut signé, le 7 mai 1945, la capitulation du troisième Reich. C'est davantage la place de la ville et, plus généralement, du département de la Marne dans la Grande Guerre qui a emporté la décision. Si Adenauer et De Gaulle se rendent à Reims en juillet 1962

Rejetée au second plan par la sanglante bataille de Verdun, la Marne n'est pas moins un lieu meurtri par la première guerre mondiale. Ce département accueille de très nombreuses nécropoles abritant les morts de différents pays belligérants (Allemagne, France, Commonwealth, États-Unis, Russie, Italie). Plus de 180 000 soldats français sont inhumés dans la Marne et onze cimetières militaires allemands accueillent, eux, les dépouilles de près de 80 000 combattants⁶⁷. C'est bien à ces hommes morts en 1914-1918 que veulent rendre hommage De Gaulle et Adenauer au mois de juillet 1962 comme le prouve le projet, avorté pour des raisons de sécurité, d'une visite commune dans un cimetière militaire.

L'ombre de celle appelée jusque 1939 « la der des ders » plane donc sur la rencontre officielle de 1962. Elle plane sur la messe du 8 juillet 1962 célébrée en la cathédrale de Reims meurtrie puis reconstruite. Elle plane sûrement sur le général De Gaulle lui-même qui, assurément, repense au jeune lieutenant d'infanterie qu'il était lorsqu'il fut blessé, 47 ans plus tôt, à quelques kilomètres de là près de la commune du Mesnil-lès-Hurlus...

⁶⁵ Sur cette visite officielle de 1962, se référer à Jean-François Boulanger, Hervé Chabaud et Jen-Pierre Husson, *De la capitulation à la réconciliation, la rencontre De Gaulle-Adenauer à Reims en 1962*, communication présentée au colloque international de Reims (mai 2005), disponible en ligne www.cndp.fr/crdp-reims/memoire/enseigner/memoire_2gm/degaulle_adenauer. Plus globalement il faut, ici, rendre hommage à l'important travail mémoriel réalisé par Jean-Pierre Husson pour le département de la Marne.

⁶⁶ Dans ses mémoires, le général De Gaulle explique le choix de Reims. Très clairement il met en avant le conflit de 1914-1918 comme motivation première : « *symbole de nos anciennes traditions, mais aussi théâtre de maints affrontements des ennemis héréditaires depuis les anciennes invasions germaniques jusqu'aux batailles de la Marne. A la cathédrale, dont toutes ses blessures ne sont pas encore guéries, le premier Français et le premier Allemand unissent leurs prières pour que, des deux côtés du Rhin, les œuvres de l'amitié remplacent pour toujours les malheurs de la guerre.* ».

⁶⁷ Sur cette question se référer à Direction régionale des Affaires culturelles de Champagne-Ardenne, *Cimetières militaires et monuments aux morts de la Grande Guerre, Marne, Itinéraires du patrimoine*, DG Editeur.

Annexe 1

Artisanat de tranchées

Le terme artisanat de tranchée est, pour un grand nombre de personnes, très évocateur. Il est souvent associé aux douilles d'obus ouvragées que l'on trouve chez des grands parents ou sur des brocantes. Il est vrai que, pendant la grande guerre, les poilus ont utilisé les matériaux qu'ils avaient sous la main pour s'occuper et créer des souvenirs. Sur ce point, il est acquis que les douilles de tous calibres sont de loin les plus disponibles. Pour autant, il ne faut pas réduire l'artisanat de tranchée aux seules douilles-vases et balles-briquets. La créativité des soldats est bien plus importante. Elle s'exprime notamment sur l'arrière-front, dans les cantonnements des régiments au repos.



Ci-dessus : boîte aux lettres de la 20^e compagnie du 212^e régiment d'infanterie et une enseigne de coiffeur

Archives de la Marne, 23 Fi 7/24 et 23 Fi 9/22



Les soldats cherchent à recréer un semblant de vie civile

Soldat posant avec ses créations

Archives de la Marne, 12 Fi 6/38



Toutes les créations ne sont pas de bon goût

Archives de la Marne, 12 Fi 6/12

Annexe 2

Ballons ou « saucisse »

L'observation aérienne est considérée comme un élément important du renseignement militaire. Les premiers ballons ont été utilisés dès la révolution française (bataille de Fleurus, 1794). En 1914, ils ne constituent donc pas une nouveauté même si leur utilisation a été étonnamment abandonnée par l'armée en 1912. Mobilisé pour commander la 21^e compagnie d'aérostiers, Albert Caquot va dessiner et faire réaliser de nouveaux ballons d'observation plus stables. Partiellement inspiré du *drachen* allemand, le prototype français est réalisé en février 1915. C'est un ballon captif de forme ovoïde relié au sol par un câble d'acier.



De haut en bas : déploiement d'un ballon d'observation et « saucisse au repos »

Archives de la Marne, 23 Fi 7/30 et 23 Fi 6/34

Annexe 3

Chevaux au front

Dans les conflits du XIX^e siècle, la cavalerie était une composante essentielle de la victoire. Utilisés en masse, les dragons, les uhlands ou les hussards étaient alors à même de mener des charges décisives. Lorsque la première guerre mondiale s'engage cette règle demeure en vigueur dans les armées mais, très vite, les mitrailleuses démontrent le caractère désuet de la cavalerie. Le 24 août 1914, le 9th Queen's Royal Lancers, déclenche une charge frontale contre l'infanterie allemande. Il perd 250 hommes et 300 chevaux. Devenue en grande partie obsolète, l'arme montée demeure néanmoins dans les organigrammes militaires. Elle est alors essentiellement utilisée dans des missions de reconnaissance. Pour autant le nombre de chevaux utilisé ne se réduit pas car la traction hippomobile reste très présente au sein des différentes armées jusqu'à la fin du conflit.



**De haut en bas : chevaux à l'abreuvoir; attelage de transport pour ballon d'observation;
utilisation de chevaux dans les services d'intendance aux côtés des camions**

Archives de la Marne, 23 Fi 6/24, 23 fi 7/31, 23 Fi 8/19

Annexe 4

Condition physique

Disposer de soldats aptes physiquement à combattre est primordial pour l'état-major. Les périodes de repos à l'arrière du front sont un danger majeur pour les officiers. Ces moments passés loin des combats sont, pour les Poilus, l'occasion de profiter de la vie. La nourriture, mais aussi l'alcool, sont des produits recherchés par la troupe. Face aux tentations, il est donc inconcevable de laisser les hommes livrés à eux-mêmes. C'est pourquoi des exercices physiques, souvent ludiques, sont organisés afin que le régiment reste opérationnel.



De haut en bas : finale 100 m plat; course au baquet; saut en hauteur

Archives de la Marne, 23 Fi 9/37

Annexe 5

DCA : Défense Contre Avion

Le développement de l'arme aérienne pousse très vite les combattants et les états-majors à trouver une parade. Dans un premier temps, les armées adaptent le matériel existant. Le problème majeur est alors l'angle de tir insuffisant des mitrailleuses et des canons. Pour y remédier des pas de tir plus ou moins élaborés sont construits afin de pouvoir viser des cibles non plus terrestres mais aériennes. Ces « bricolages » se révèlent peu efficaces (en particulier pour les canons) car il n'existe pas encore d'outil de visée adapté à une cible se déplaçant à une vitesse variant entre 100 et 300 km/heure.



Ci-dessous : mitrailleuse en position anti-aérienne

Sur cette photo posée, c'est la paroi de la tranchée qui est utilisée pour augmenter l'angle de tir

Archives de la Marne, 23 Fi 8/2



Ci-dessus : pièces d'artillerie de campagne adaptées à la défense contre avion

Archives de la Marne, 12 Fi 6/36 et 39

Annexe 6

Foi et religion

La conscription prépare les hommes à la mise en œuvre technique des armes pas aux conséquences psychologiques de leur emploi. L'horreur des combats, les tirs de barrage de l'artillerie, les chairs déchiquetées, la mutilation ou la mort d'un camarade, tuer un homme (fusse-t-il un ennemi) sont autant d'épreuves aptes à détruire moralement les combattants. Pour faire face, la foi et la religion vont se révéler essentielles. Les messes ou les confessions sont des scènes très fréquemment photographiées. Ceci atteste de l'importance du sentiment religieux dans les tranchées.



Messe dans les ruines de l'église de Réméréville (Meurthe-et-Moselle)

Archives de la Marne, 23 Fi 6/15



Messe en plein air au bois Sainte-Marie (Meurthe-et-Moselle)

Archives de la Marne, 23 Fi 6/23

Annexe 7

Masques à gaz

Sur le front de l'ouest, les Allemands utilisent pour la première fois les gaz de combat lors de la seconde bataille d'Ypres (avril 1915). Cette première attaque au chlore frappe la 1^e division canadienne qui perd 90 hommes dans les tranchées et 58 autres à l'infirmerie (sur 207 soldats gazés amenés aux soins). Très vite les troupes s'adaptent face au gaz. Le chlore étant soluble dans l'eau, un simple chiffon humide posé sur les voies respiratoires suffit à en réduire les effets. Dès lors, la course à l'armement s'engage. De nouveaux composés chimiques sont mis en œuvre. C'est tout d'abord le phosgène (1916) puis le célèbre gaz moutarde (1917). Pour contrer ses nouveaux agents, des masques à gaz de plus en plus élaborés sont développés. Aux compresses humides succèdent les masques à cagoule puis les masques utilisant une cartouche filtrante. On estime que, sur l'ensemble du conflit (et tous fronts confondus) les gaz ont fait environ 90 000 morts et 1 250 000 blessés⁶⁸.



De haut en bas : essai de masques à gaz couvrants;
soldats équipés de masques à gaz filtrants; soldats en état d'alerte

Archives de la Marne, 1 Num 21/58, 39 Fi 76, 39 Fi 58

⁶⁸ Sur les gaz se référer à Olivier Lepick, *La Grande Guerre chimique, 1914-1918*, Paris, PUF, coll. Histoire, 1998.

Annexe 8

Index des noms de personnes

Nom	Page
Adenauer Konrad	55
Alphonse XIII	4
BEURIER jean	42
BOULANGER Jean-François	55
Bourgeois Léon	4
Canone Robert	35
Chabaud Hervé	55
Charbonneaux Georges	54
Charles VII	44
CLAUDE Georges	33; 37
COCHET François	9; 10; 18
CORVISIER Alain	6
CRUBELLIER Maurice	2; 33; 45; 52
De Gaulle Charles	55
De Langle de Carry Fernand	9
Dézy (abbé)	49
Eloi Thierry	40
Ferry Jules	37
François Ferdinand (d'Autriche)	5

En lettres capitales figurent les noms d'auteurs

Nom	Page
Foch Ferdinand	9
Forgeot Pierre	38
Frantz Joseph	23
Gallieni Joseph	7
Guillaume II	7
HENRY N	46
HUSSON Jean-Pierre	55
Jeanne d'Arc	44
Joffre Joseph	7; 8
Langlet Jean-Baptiste	32
Lépine Gaston	38
Lépine Jacquemin	38
Lépine-Boucton	38
MARSEILLE Jacques	2
MACHET A	48
MALHERBE B	49
MAURY D	47
MIQUEL Pierre	7
Nicolas II	4
Quenault Louis	23
Thiery Fernand	39; 40
Tropamer André	48
WAUTHIER A	48

Annexe 9

Index des noms de communes

Nom	Page
Bazancourt	3
Beine-Nauroy	45
Berry-au-Bac	24
Brimont	10; 23
Châlons-sur-Marne	4; 6; 36; 46; 47; 51
Cormicy	47
Domrémy	44
Dontrien	49
Epernay	10
Flers	24
Fresne	10
Hermonville	48; 49
Hurlus	45; 47
Jonchery-sur-Vesle	23; 24
Lhéry	23
Mailly	46
Massiges	8; 9; 10; 11
Mesnil-lès-Hurlus	45; 55
Mondement	9
Montbré	10
Montmirail	9
Moronvilliers	45
Mourmelon	52

Nom	Page
Nogent-l'Abesse	10
Paris	2; 6
Perthes-lès-Hurlus	11; 45
Pontfaverger-Moronvilliers	45
Prosnes	10
Pussay	37
Reims	2; 3; 4; 6; 7; 8; 9; 10; 11; 32
Rethondes	52
Ripont	45
Sacy	27
Saint-Hilaire-au-Temple	28
Saint-Hilaire-le-Grand	46; 47
Saint-Thierry	10
Sermaize-les-Bains	9
Sézanne	9
Sillery	48
Signy-l'Abbaye	49
Sommepy-Tahure	45
Sommesous	18
Souain	46; 47
Suippes	9; 40; 45; 46; 49
Tahure	45
Valmy	4
Verdun	7; 39; 40; 55
Verzenay	28
Ville-sur-Tourbe	9
Vitry-le-François	7; 9; 46

Nom	Page
Warmeriville	37
Witry-lès-Reims	10
Ypres	21



Archives départementales de la Marne

1, rue Just Berland, 51000 Châlons-en-Champagne

44 avenue de l'Yser, 51000 Reims

Remerciements

Dossier pédagogique réalisé par les Archives départementales de la Marne

Textes, recherches et choix des documents :

Laurent Guillaume, professeur en charge du service éducatif au centre de Reims.

Reproduction des documents :

Virginie Arethens et Michael Krywdziak

Conception graphique du dossier :

Ingrid Galand

François Cochet, professeur d'histoire contemporaine à l'université Lorraine-Metz, a accepté de relire nos textes, et nous a fait profiter de ses remarques de spécialiste des conflits contemporains, de la Grande Guerre en particulier. Isabelle Homer et Manonmani Restif, conservatrices des Archives de la Marne, ont relu et suivi ce dossier avec attention et nous ont fait part de leurs remarques concernant les documents d'archives. Qu'ils en soient remerciés.

Illustration de couverture :

Carte postale d'après une aquarelle de

Ernest Gabard

©Archives départementales de la Marne

[IC MET 22]

